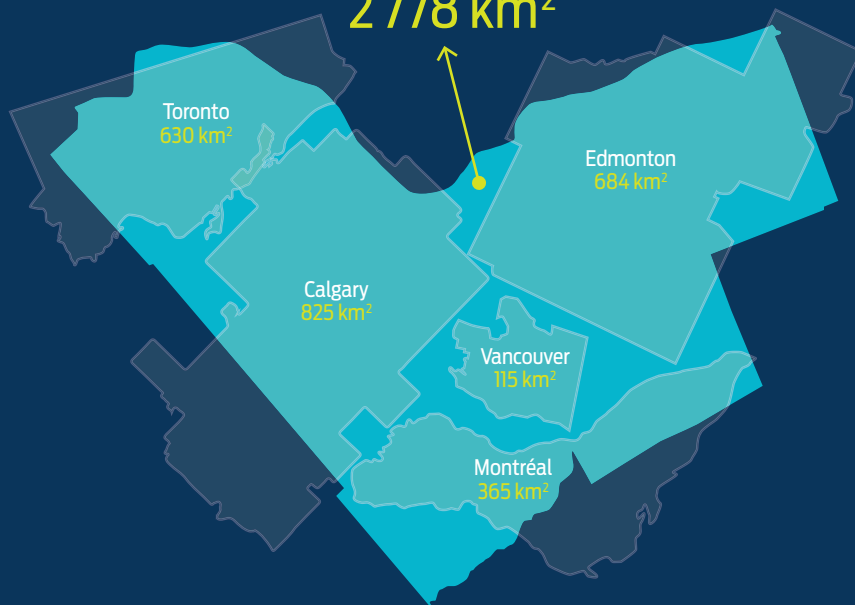




RAPPORT | 20
ANNUEL | 17
ottawapolice.ca

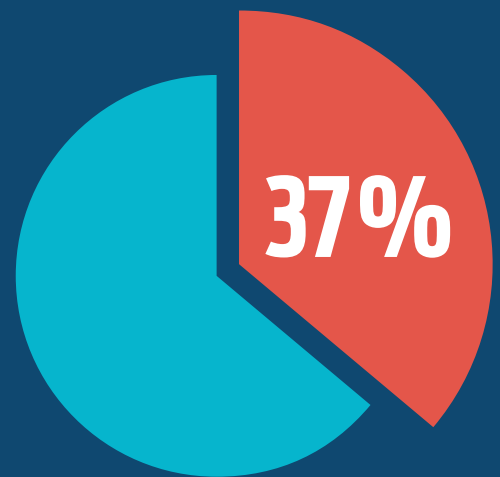
La ville d'Ottawa

2 778 km²



Superficie totale combinée de Toronto, Calgary, Edmonton, Vancouver et Montréal = 2 619 km²

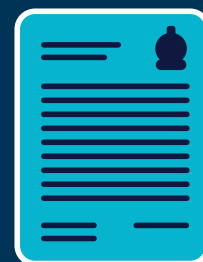
En 2017, notre taux de classement des infractions au Code criminel demeura le même que l'année précédente, à **37%**.



Les services policiers à Ottawa en 2017

Taux de criminalité par
 **100 000**
RÉSIDENTS

3 524
INFRACTIONS



Nombre de
déclarations
consignés
92 762



En moyenne, il a fallu

7,4 MINUTES

pour arriver sur les lieux d'une
situation d'urgence.

95%

des appels de **Priorité 1**
ont obtenu une réponse
dans les 15 minutes.

Coût des
services
policiers



289,2 M\$



5 300 **dénonciations** reçues par
l'intermédiaire d'Échec au crime.

**n^{bre} d'infractions causant
la mort ***

17

* Comprend le meurtre au premier et deuxième degré, l'homicide involontaire, l'infanticide, la négligence criminelle causant la mort et d'autres infractions connexes causant la mort.

Table des matières

Section 1. Bienvenue 1

Message du président de la commission de services policiers d'Ottawa, le conseiller Eli El-Chantiry	2
Message du chef de police	3

Section 2. Nos Gens 5

Répondre à vos appels.....	6
L'Initiative d'amélioration des services	7
Ordre du mérite des corps policiers	8
Prix de la police et de la collectivité.....	9
Mieux-être	10
Les jeunes.....	11
Bénévoles	12
Appels de service exceptionnels.....	13
L'organigramme	17

Section 3. Un pan de nos collectivités 18

Partenariats	19
Diversité et relations interraciales	19
Équipe de liaison et d'extension.....	20
Le développement communautaire.....	21
Canada 150 & Ottawa 2017	22
Intervention et recrutement.....	23
Activés auxquelles intervention et recrutement ont assisté en 2017	24
Agents scolaires.....	25
Prévention du crime.....	26
Gala du SPO	28

Section 4. Faire une différence 29

Les armes à feu et les bandes de rue	30
Drogue.....	31

Les forces opérationnelles mixtes en 2017	33
Unité des vols	34
Améliorations de la technologie de l'information (TI)	36
Violence contre les femmes.....	37
Unité de la violence faite aux aînés.....	38
Le Projet d'égalité	39
Sécurité routière.....	40
Accessibilité	41
Unité de lutte contre la traite de personnes	42
Les appels de service remarquables.....	42

Section 5. Notre rendement 43

Statistiques sur la criminalité	44
Les crimes violents	44
Les crimes sans violence	45
Appels de service	45
Lorsque vous avez appelé en.....	46
L'aide aux victimes de la criminalité	47
Statistiques sur la circulation et la sécurité routière	48
Le coût des services policiers	49
Les partenariats de subvention.....	51
Les normes professionnelles.....	52
Interactions réglementées.....	53
Les interventions policières exigeant le recours à la force	54

Section 1. Bienvenue



Message du président de la Commission de services policiers d'Ottawa, le conseiller Eli El-Chantiry

Au nom de la Commission de services policiers d'Ottawa, j'ai le plaisir de vous présenter le Rapport annuel 2017 du Service de police d'Ottawa (SPO).

La Commission est très satisfaite des nombreuses réalisations cumulées par le Service au fil de l'année. On compte parmi celles-ci des étapes importantes, telles que l'élaboration du Plan d'action pluriannuel pour des services policiers impartiaux et l'achèvement des quatre phases de l'Examen des questions d'égalité entre les sexes; l'élaboration d'un plan de prévention de l'état de stress post-traumatique ainsi qu'une stratégie globale de mieux-être; la suite de la mise en œuvre de la feuille de route de modernisation (anciennement appelée feuille de route de gestion de l'information et de la technologie de l'information); et surtout le travail effectué au quotidien par les membres assermentés et civils pour garder notre ville en sûreté.

Tout au long de 2017, la Commission s'est affairée à s'acquitter de ses obligations en vertu de la Loi sur les services policiers en vue d'offrir des services policiers adéquats et efficaces, une bonne gouvernance et une orientation stratégique au Service de police. Je tiens à remercier chacun des membres de la Commission de son engagement et de son apport.

En juillet 2017, la Commission a fait ses adieux au vice-président Jim Durrell, qui avait siégé à la Commission depuis 2011. Les autres membres de la Commission sont le conseiller Allan Hubley, le conseiller Tim Tierney, Andrea Blaustein, Carl Nicholson, L.A. (Sandy) Smallwood, et Suzanne Valiquet.

Nous vivons une époque importante pour la police. Le projet de loi 175, la Loi pour plus de sécurité en Ontario fut adoptée et reçut la sanction royale en mars dernier. Nous nous



réjouissons de l'adoption de ces réformes qu'on attendait depuis longtemps et nous estimons qu'elles représentent un pas dans la bonne direction pour ce qui est de répondre aux besoins, aux valeurs et aux attentes de notre collectivité.

J'aimerais conclure en saisissant l'occasion de remercier nos membres assermentés et civils qui continuent à servir notre collectivité, jour et nuit, avec dévouement, compassion, intégrité et courage. Grâce à leur vigilance et à leur travail sans relâche, Ottawa demeure l'une des villes les plus sûres entre toutes.

Cordialement vôtre,

Le conseiller Eli El-Chantiry

Président de la Commission de services policiers d'Ottawa

Message du Chef de Police

Il me fait grand plaisir de vous présenter le Rapport annuel 2017 du Service de police d'Ottawa.

Notre service de police est résolu à veiller sur la sûreté et la sécurité des gens d'Ottawa, et le présent rapport souligne l'excellent travail qu'accomplissent au quotidien nos membres, qu'il s'agisse de prévenir le crime, de collaborer avec nos précieux partenaires, ou de répondre aux appels de service des résidents d'ici.

Le Rapport annuel 2017 propose aux résidents des renseignements sur les infractions au Code criminel du Canada (CCC) dans la Ville d'Ottawa et ses 23 quartiers. Le tout vous donnera une meilleure compréhension des tendances en matière de criminalité et de sécurité routière dans notre ville. Il offre également un regard détaillé sur les mesures statistiques et du rendement portant sur le crime à Ottawa.

Nous demeurons concentrés sur nos trois principales priorités: la circulation et la sécurité routière; la violence contre les femmes; et des mesures de prévention face aux armes à feu et aux bandes de rue. D'un bout à l'autre du pays, les services policiers sont confrontés à de nouveaux défis, et en 2017 nous devons trouver solution à des problèmes tels que la crise actuelle des opioïdes. À partir de la fin de l'automne 2017, le SPO commença à munir ses agents de première ligne de précieuses trousse de naloxone et à les former sur la marche à suivre pour contrer une surdose de drogue.

Le rapport fournit également des détails sur les façons dont nous modernisons notre service afin de répondre à ces demandes changeantes.

Voici quelques points saillants:

- Avec environ 34 500 infractions au Code criminel du Canada (hormis celles liées à la circulation) signalées dans la ville d'Ottawa, le niveau de signalement de la criminalité augmenta de 4% l'an dernier.



- Le taux d'élucidation des infractions au Code criminel du Canada (hormis celles liées à la circulation) connut une légère amélioration en 2017, avec 37% des affaires soit classées par mise en accusation ou classées autrement.
- L'an dernier, l'indice de gravité de la criminalité (IGC) pour Ottawa augmenta de 1%, se chiffrant à 49 - l'IGC des crimes violents augmenta de 5%, pour atteindre 58, tandis que l'IGC des crimes sans violence diminua de 1%, se situant à 45.
- En 2017, le volume du signalement des crimes sans violence à Ottawa demeura inchangé depuis l'année précédente. Le taux d'élucidation grimpa de 1% pour atteindre 33%. Les vols de moins de 5000\$ connurent une baisse de 2% en 2017; les cas de fraude (principalement en raison d'un nombre accru d'incidents liés aux cartes de crédit) augmentèrent de 16%, alors que les méfaits et les introductions par effraction connurent chacun un recul de 7%.

- À Ottawa, le taux de signalement des crimes violents a progressé de 20%, atteignant un nombre de 649 par tranche de 100 000 résidents. Cette croissance fut entraînée par une augmentation des cas de profération de menaces, de communications malveillantes, de voies de fait et de délits sexuels, ceux-ci signalés en plus grand nombre en raison de modifications apportées au processus interne, à une sensibilisation accrue de la population et à une signalisation en ligne plus accessible.

Si 2017 fut marquée par une baisse du nombre d'homicides par rapport à 2016, le nombre de fusillades et de coups de feu sans blessures a augmenté. Le SPO a investi dans son Unité des armes à feu et des bandes de rue, lui affectant une main-d'oeuvre complémentaire et misant sur un effort à l'échelle de l'organisation pour résoudre la question des fusillades.

Le Service vise à affecter un complément d'agents pour aborder ce problème, et nous sommes fort conscients du fait que la violence de ce type a un effet direct sur la perception des résidents quant à la sûreté dans leur ville. Pour ce qui est de la violence dans les rues, les mesures d'application et de répression font partie de la réponse, mais nous reconnaissons que des partenariats dans la collectivité, comme l'indique la Stratégie relative aux bandes de rue et à la violence dans les rues, sont essentiels pour des solutions à plus long terme.

Le SPO s'est engagé sur la voie de la modernisation de la prestation de nos services au public. Nous avons remanié les horaires de nos services aux comptoirs d'accueil pour faire en sorte d'être ouverts aux heures de plus forte demande publique. Nous avons augmenté le nombre de manières de signaler des crimes en ligne, offrant aux résidents un accès facilité, et ajouté les crimes de haine parmi ceux que l'on peut signaler en ligne - une première chez les services de police de la province. Et par ailleurs, nous avons lancé notre programme en ligne de vérification d'antécédents. Par le passé, il pouvait s'écouler jusqu'à un mois avant que l'on reçoive les résultats d'une vérification d'antécédents. Désormais, on peut prévoir un délai aussi bref que 24 heures.

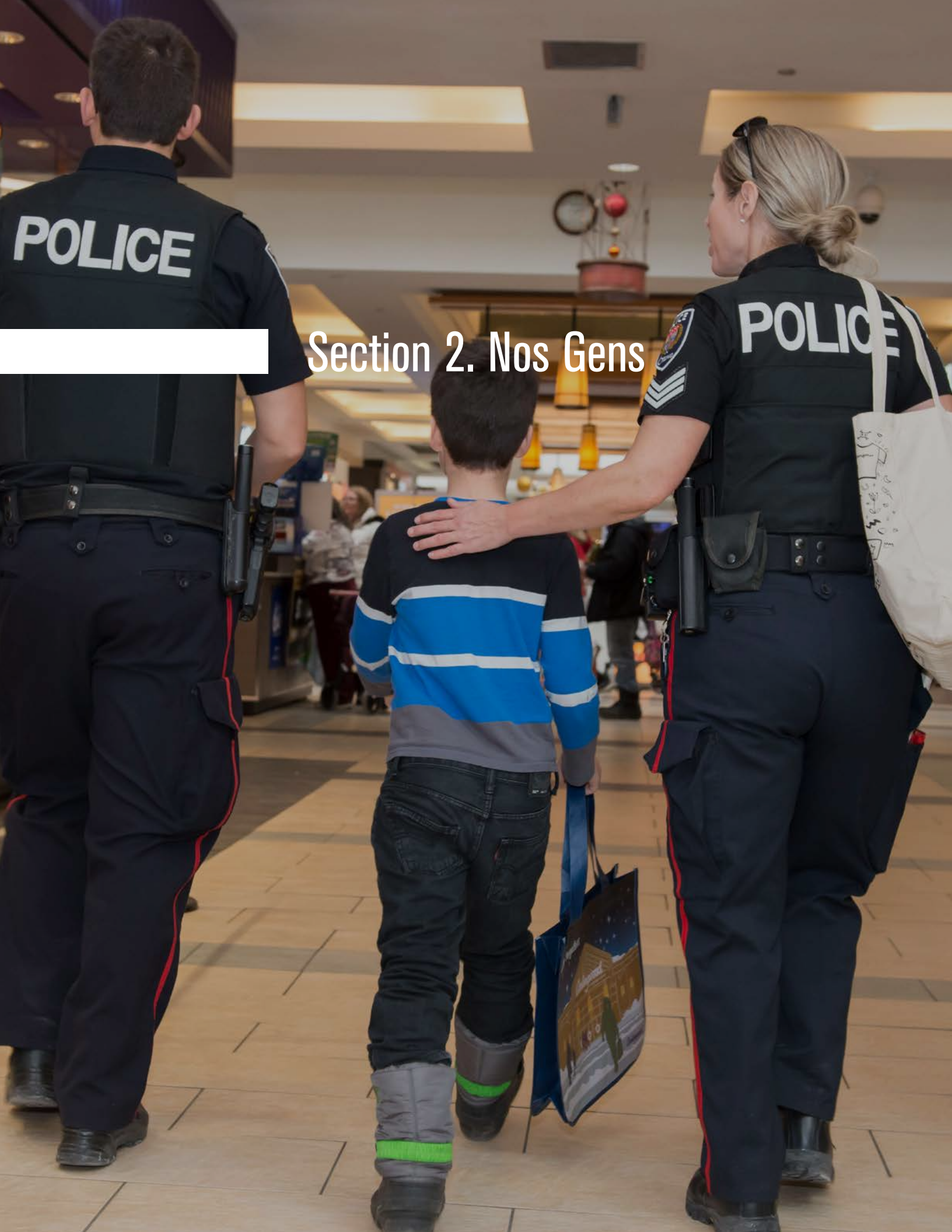
De plus, nous adoptons une nouvelle approche envers le recrutement et l'action sociale en nous alliant à diverses associations communautaires de diverses minorités raciales pour encourager une plus grande diversité parmi nos membres. Notre objectif est de voir à ce que notre service reflète bien la collectivité qu'il sert par la voie des principes de l'équité, la diversité et l'inclusion.

Le travail de la police est en perpétuelle évolution, son unique constante est le dévouement et le professionnalisme de nos membres, qui s'affairent chaque jour à assurer la sûreté de notre collectivité.

Charles Bordeleau, chef
Service de police d'Ottawa

Le SPO accueille de nouvelles recrues en 2017, ajoutant à son effectif des agents jeunes et chevronnés.





Section 2. Nos Gens

Répondre à vos appels

Pour le SPO, la manière dont Ottawa entre en contact avec nous représente un élément critique de notre quotidien. En 2017, nous avons vu se concrétiser de nombreux projets mis en œuvre dans le cadre de l'Initiative d'amélioration des services, dont un remaniement du fonctionnement de notre système téléphonique interne.

En mai, de concert avec une relance de notre programme « Faites appel au bon endroit », nous avons instauré une façon plus simple de nous joindre et d'obtenir l'aide nécessaire. Nous avons éliminé un service d'appels d'urgence à deux numéros, souvent jugé déroutant, le résumant à un seul numéro à composer, une rationalisation qui nous permet de réaliser des gains d'efficacité, tout en aidant les gens à obtenir plus vite de l'assistance. Nous avons aussi inauguré un

nouveau système de réponse vocale interactif afin de mieux acheminer les demandes à la personne ou l'unité appropriée au sein du SPO.

Par ailleurs, à la lumière d'un examen de l'achalandage des comptoirs d'accueil à nos postes de police, nous avons remanié les horaires afin de mieux répondre aux besoins de la collectivité, et centralisé toutes les vérifications de casier judiciaire à nos bureaux de la promenade Queensview, dans l'Ouest de la ville. Cet ajustement d'horaire nous permettra d'économiser au niveau de la main-d'œuvre tout en proposant un meilleur service aux résidents en affectant nos ressources en fonction des demandes de service.

**Service de police d'Ottawa**
FAITES APPEL AU BON ENDROIT
EN LIGNE + PAR TÉLÉPHONE

**DÉCLARATION EN LIGNE**
N'attendez pas au bout du fil, gagnez du temps en déposant en ligne vos rapports non-urgents, tels que:

- Vol (sauf le vol d'un passeport)
- Vol dans un véhicule
- Plaintes liées à la circulation
- Méfait / Dommages aux biens
- Plaintes liées à la drogue
- Fraudes organisées

**JOIGNEZ-NOUS PAR TÉLÉPHONE**
Certains incidents exigent la présence d'un policier, tandis que d'autres rapports peuvent être acceptés au téléphone par un agent du Centre d'appels.
9-1-1  pour une urgence
613-236-1222 pour une non-urgence
ATS 613-760-8100 
service pour personnes sourdes, devenues sourdes ou malentendantes

Pour des informations anonymes, contactez Échec au crime  **1-800-222-8477 (TIPS)**
echecaucrime.ca



Parmi les changements apportés dans le cadre de l'Initiative d'amélioration des services, on compte un remaniement des ressources afin de répondre aux besoins émergents de nos résidents.

L'Initiative d'amélioration des services

L'Initiative d'amélioration des services (IAS) fut établie afin de faciliter la mise en œuvre de changements à l'ensemble de la prestation de services du SPO en vue d'améliorer le service, renforcer les partenariats, réaliser plus d'économies, et rationaliser les services offerts aux résidents d'Ottawa.

En 2016, la Direction des enquêtes criminelles (DEC) du SPO prit des mesures visant à améliorer son taux de résolution d'affaires. Un réalignement de sa structure hiérarchique fut effectué afin d'équilibrer les charges de travail, de favoriser la mise en commun de l'information, d'accroître la capacité d'enquête et d'améliorer les services aux victimes d'actes criminels. Parmi les améliorations apportées, on compte un réalignement de l'Unité d'aide aux victimes en situation d'urgence sous l'égide de l'Unité des enquêtes spécialisées, l'ajout de gestionnaires de cas et d'adjoints aux enquêtes à l'Unité des agressions sexuelles et de la violence faite aux enfants et à l'Unité de la violence conjugale, et la mise sur pied d'une nouvelle l'Unité de la cybercriminalité pour répondre au nombre croissant de délits informatiques.

L'inauguration du Centre des opérations stratégiques de la Police d'Ottawa (COSPO) – en octobre 2016 – coïncida avec la venue d'un outil de coordination amélioré et « renforts virtuels » à l'intention des agents routiers. En mesure de fournir des renseignements quasiment en temps réel lors d'appels complexes ou à risque élevé pendant que des agents sont en route ou aux

premières étapes d'une enquête, le personnel du COSPO peut aussi fournir une image opérationnelle commune quant à ce qui se passe à travers la ville à tout moment.

En début 2017, le SPO franchit une étape importante avec la mise en œuvre de son nouveau Modèle de déploiement des services de première ligne. Fondé sur des années de recherches et des heures de participation des membres, le modèle rend possible une meilleure coordination des agents sur la route et une réponse plus efficace aux appels de service. Du fait de changements apportés au modèle de prestation des services du SPO, par lesquels des protocoles améliorés furent mis en œuvre et le libre-service est encouragé chez les citoyens (par ex. le signalement par téléphone ou le signalement en ligne), on a connu une diminution considérable du besoin de dépêcher des agents (qui sont ainsi plus aptes à se déplacer pour des appels nécessitant une intervention policière.)

Également en 2017, le Système de demande de services (SDS) fut remis en vigueur avec plusieurs améliorations, permettant au SPO de coordonner des demandes de service et suivre les ressources. Grâce au SDS, les superviseurs ont accès à l'information donnant connaissance de la situation, et ils peuvent accélérer certains appels de service risquant d'affecter des communautés. Cet outil jouera un rôle déterminant, permettant au SPO de déterminer de quelle manière le travail proactif est attribué et exécuté, et de constater quelles demandes ne peuvent être satisfaites pour cause de pénurie de ressources.

Ordre du mérite des corps policiers

Le SPO fut fier d'annoncer que la chef adjointe Jill Skinner et le sergent d'état-major Paul Burnett avaient été admis dans l'Ordre du mérite des corps policiers. Cet honneur leur fut attribué par le très honorable David Johnston, le gouverneur général du Canada, en reconnaissance du dévouement exceptionnel envers la collectivité et le service policier manifesté par la chef adjointe Skinner et par le sergent d'état-major Burnett.



À droite, on voit le sergent d'état-major Paul Burnett, membre de l'Ordre du mérite des corps policiers, en compagnie du président de la Commission de services policiers d'Ottawa, Eli El-Chantiry, lors d'un repas-partage multiculturel du SPO.

Le gouverneur général David Johnston remet à la chef adjointe Jill Skinner un Ordre du Mérite.



Prix de la police et de la collectivité

Depuis 1995, des membres de la collectivité et du service de police sont reconnus publiquement pour des gestes d'aide envers autrui posés durant l'année précédente. Les récompenses sont attribuées selon les catégories du Courage, du Mérite et des Services communautaires. La Section de la diversité et des relations interraciales continue à coordonner, à organiser, et à évaluer toutes les facettes des Prix annuels de la police et de la collectivité au nom de la Commission de services policiers d'Ottawa et du chef de police.

Même si personne ne fut mis en lice pour le Prix des services communautaires en 2017, 21 personnes se virent décerner le Certificat du courage et 14 personnes reçurent le Certificat du mérite.

Récipiendaires du

Certificat du courage:

- Johanne Mareli
- Cindy Cybulski
- Michel Vandal
- Christopher Jenkyn
- Zeki Bingol
- Olivia Dore
- Carissa Davis
- Colleen Scott
- Dawn Shaver
- James Clark
- Aidan Keller
- Matthew Dechnik
- Brandon Talbot
- Sophia Woodland

Récipiendaires du Certificat du mérite:

- Alexandre Diaz-Papkovich
- Terrance Davidson
- Geoffrey Davidson
- Gilles Hebert
- Katharine Eggins
- Salomon Gutierrez
- Wendy Marcuccio
- Kim Desjardins
- Evan Hung
- Iain MacLellan
- Matthew MacDonald
- Robin Gallie
- Christopher Reed
- Guy Gamache
- Steven Outhouse
- Nathan Breton
- Alex Bain
- Jordan Mitchell
- Yannick Roussel
- France Lavergne
- Luc Tessier



Les lauréats 2017 des prix du Courage et du Mérite.

Mieux-être

Le maintien de l'ordre est un métier complexe et exigeant. Les contraintes de la profession, auxquelles s'ajoute la perception du public et des médias, contribuent à engendrer un milieu de travail éprouvant.

Au long de l'année passée, le Service de police d'Ottawa maintient son investissement dans la santé et le mieux-être de ses membres. Une Stratégie du mieux-être fut élaborée, établissant une série d'étapes claires, précises et réalisables que nous avons entreprises afin de réaliser notre vision d'une main-d'œuvre en santé, résiliente et motivée.

Puisque les vies privées et professionnelles s'affectent souvent entre elles, le SPO a su reconnaître la nécessité de créer un plus robuste système de santé et de mieux-être par le changement de culture, la sensibilisation, la reconnaissance, la résilience et le soutien, avant et après l'embauche.

En route vers la préparation mentale

En route vers la préparation mentale (RVPM) fut originalement mis au point par le ministère de la Défense nationale avec les objectifs de fournir aux employés et aux dirigeants les outils et les ressources conceptuels afin de gérer et d'appuyer des collègues éprouvant des défis en matière de santé mentale, ainsi que d'encourager la bonne santé mentale en milieu de travail.

Tout au long de 2017, la plupart des employés reçurent une formation RVPM dans le cadre de la Stratégie globale du mieux-être. La formation –qui sera continue –propose les outils et les ressources nécessaires pour gérer et soutenir des employés aux prises avec un problème de santé mentale. Le modèle aide également les membres et les superviseurs à maintenir leur propre santé mentale, et promouvoir la santé mentale positive chez tous les employés – atténuant le stigmatisation entourant les questions de santé mentale.

Résilience

La résilience est acquise et renforcée de nombreuses façons. Même si l'on sait qu'une saine nutrition, l'hygiène du sommeil, la bonne forme physique et des soutiens sociaux positifs sont des éléments-clés de l'acquisition et du maintien de la résilience; les stratégies retenues sont individuelles et dépendront des circonstances. C'est en raison de cette compréhension que le SPO est intéressé à offrir et à élargir son éventail de programmes actuel (par ex. évaluations de la condition physique, gestion de la fatigue).

Le vrai toi

Cette année, le programme de mieux-être « Le vrai Toi » du SPO fêtait son dixième anniversaire. Le programme est offert par une équipe de professionnels de la santé proposant des solutions efficaces pour aider les gens à atteindre leurs objectifs en matière de santé. Misant sur la prévention, plus de 700 membres du SPO ont participé au programme d'une durée de 18 mois et ont connu d'incroyables résultats, notamment:

- Hausse signalée de 77% du niveau d'énergie;
- Amélioration signalée de 69% au niveau de la masse grasse / du poids;
- Amélioration signalée de 74% de la force physique.

Même si plusieurs programmes sont déjà en place, et que les attitudes envers le mieux-être au sein du SPO commencent à évoluer, il reste bien du travail à accomplir en vue d'entretenir une saine culture pour les employés actuels et éventuels.

Nous avons bien hâte de poursuivre ce travail afin d'améliorer la qualité de vie des membres et de rehausser leur capacité à bien accomplir leur boulot.

Les jeunes

Le Service de police d'Ottawa est résolu à miser sur les jeunes de notre collectivité. C'est pour cela que nous comptons plusieurs programmes de mobilisation qui, grâce aux choix judicieux portés par nos spécialistes de la jeunesse, continuent à donner d'impressionnants résultats.

En 2017, des membres de notre Comité consultatif jeunesse (CCJ) furent invités à s'entretenir avec le juge Michael Tulloch, après qu'il eut annoncé qu'il examinerait la mise en œuvre de la nouvelle législation portant sur les interactions réglementées qui fut inaugurée en janvier 2017. Les interactions réglementées ont remplacé les contrôles de routine et modifié les exigences relatives à l'information que les policiers ont droit de recueillir sur les gens avec lesquels ils interagissent dans le cadre de leurs fonctions.

Le CCJ décida de créer une carte postale résumant la législation complexe dans un langage plus simple, donnant un aperçu des droits d'un jeune dans le cadre des nouvelles lois. Le juge Tulloch étudia le contenu élaboré par l'équipe du CCJ et apprécia sa singulière perspective vis-à-vis ces modifications réglementaires.

Les jeunes faisant partie de tous nos programmes se sont fortement impliqués lors des nombreuses activités de Canada 150 présentées à travers la ville. Les Aventuriers, un programme mené par le SPO en collaboration avec Scouts Canada, étaient partout, du Bal de Neige au Pique-nique des ours du gouverneur général, et leur présence lors du gala annuel contribua grandement au bon déroulement de la soirée. Mais tout n'est pas que paillettes et prestige: ces vaillants Aventuriers firent bonne besogne de nettoyage de parcs, et participèrent au Service commémoratif national annuel des policiers et agents de la paix, présenté en septembre sur la colline du Parlement.

Nous apprécions le rôle que jouent les Aventuriers en matière d'approche communautaire et nous sommes fiers du bel exemple qu'ils donnent à leurs pairs lorsqu'ils représentent le SPO. Nos Aventuriers comptent notamment parmi leurs fonctions celles de prêter main-forte lors d'activités spéciales et d'initiatives de prévention du crime, de guider des visites de notre poste de la rue Elgin, et de participer à des réunions et des sorties planifiées.



Nos Aventuriers s'affairent à des tests de condition physique et aident à maintenir la beauté d'Ottawa en effaçant des graffiti.

Bénévoles

L'échine de notre organisation repose sur notre réseau de bénévoles, qui consacrent de leur temps à venir en aide à leurs concitoyens. Qu'il s'agisse de tenir des séances d'information sur les techniques de prévention de la criminalité, de représenter le SPO lors d'activités communautaires, ou de chanter pour remonter le moral ou commémorer les défunts, nos bénévoles ne se contentent pas d'enrichir la vie des résidents des environs: ils rendent de précieux services au SPO.

En 2017, nous avons souhaité la bienvenue à onze nouveaux membres de la police auxiliaire, admis quinze nouveaux étudiants au programme des Aventuriers, et pris part à 6 grands défilés, dont ceux de la Saint-Patrick, du Noël de Barrhaven, ainsi qu'à de nombreuses activités de Canada 150 à travers la ville.

Deux membres de notre Chœur de la Police d'Ottawa, Paul Rochon et Jean Roger, ont fêté leurs 45 ans avec le Chœur de la Police d'Ottawa et se sont vus décerner le Prix Brenda Landry pour l'excellence dans le bénévolat et dans le service communautaire.

Entre temps, nos bénévoles assistèrent au 18^e brunch annuel des bénévoles du SPO, prirent part à la Conférence ontarienne des associations d'Échec au crime à Waterloo, et fêtèrent la Journée internationale des bénévoles le 5 décembre.



Nos Aventuriers ont donné un fier coup de main lors de nombreuses activités de la Célébration du 150^e de la Confédération.



Le chef Charles Bordeleau et le président de la Commission de services policiers d'Ottawa, Eli El-Chantiry, célèbrent avec Angelina Gomez ses 15 ans de bénévolat auprès du SPO.

Appels de service exceptionnels

Une agente parvient à convaincre un individu barricadé de se rendre pacifiquement

La plupart du temps, les policiers doivent dire aux gens ce qu'ils doivent faire, mais parfois, leur travail, c'est de les écouter.

L'agente Amy Haggerty, qui compte 18 ans au sein du Service de police d'Ottawa, fut mise à l'épreuve le 11 avril 2017, lorsqu'elle fut appelée à intervenir relativement à un cas de personne barricadée.

« Les gens en détresse se sentent à court d'options et croient que personne ne les écoute, » dit l'agente Haggerty.

L'homme, qui souffrait des problèmes de santé physique et mentale, était armé d'un couteau et menaçait de se tuer lui-même, ainsi que tout agent de police qui entrerait dans sa demeure.

« La première chose que je tentai de faire, c'est d'apprendre ce qui le tourmentait, et de lui faire savoir que j'étais là pour lui venir en aide, » indique l'agente Haggerty. « Une personne en situation de crise peut être imprévisible, on doit donc lui dire exactement ce qui va se passer, et l'on doit être honnête envers elle, mais d'habitude, les choses ne sont pas aussi graves qu'une personne dans une telle situation ne l'envisage. »

L'agente Haggerty passa six heures à converser avec l'homme, qui se livra sans violence, ouvrant la porte et remettant le couteau à l'agente.

« Je l'ai écouté, et il m'a fait confiance pour voir à ce qu'il obtienne l'aide requise, » dit-elle.

L'homme fut transporté à l'hôpital, où il reçut des soins pour sa douleur physique ainsi que pour ses problèmes de santé mentale.

Des agents font appel à un pistolet électrique pour désamorcer une situation volatile avec suspect armé

Chaque jour, les agents sont appelés à prendre des décisions opportunes pouvant affecter leur sûreté et celle des gens qu'ils tentent d'aider. Quand ils se voient confrontés à des suspects armés, ils doivent envisager leurs options de recours à la force.

Parmi les outils dont disposent les agents, on compte l'arme à impulsions ou pistolet électrique, qui représente une option sans effet mortel pour appréhender des suspects et désamorcer des situations dangereuses.

Un tel incident survint le 4 juillet 2017, alors que les agents patrouilleurs Lindsay Beattie et Michel Oger furent dépêchés sur les lieux d'une querelle de ménage à Vanier. Lorsque les agents atteignirent l'appartement, ils entendirent une femme crier.

Ils entrèrent et furent confrontés par un homme armé d'une machette et d'un coup-de-poing américain. L'individu se rua vers les agents, et l'agent Oger déploya un pistolet électrique, tandis que l'agente Beattie dégaina son pistolet.

Les deux agents attribuent au pistolet Taser, dont disposait l'agent Oger, la résolution rapide et sans blessures graves de la situation.

« Il s'agissait d'une situation explosive qui aurait pu dégénérer si le déploiement du Taser n'avait pas vite mis un terme à l'incident, » dit l'agent Oger.

L'homme fut appréhendé sans autre incident et doit répondre d'accusations au criminel.

La victime fut blessée, mais elle devrait se rétablir complètement. « L'histoire aurait pu avoir une toute autre tournure si aucun de nous deux n'avait eu un Taser à sa disposition, » conclut l'agent Beattie.

Le Service de police d'Ottawa prévoit, en 2018, fournir des pistolets électriques à plus grand nombre de ses agents.

Un homme qui s'était barricadé se rend sans violence grâce aux méthodes de désamorçage des agents

Le 4 février 2017, les agents Bruce Marshall et Jenny Campbell répondirent à un appel portant sur un homme ayant agressé son voisin pour ensuite se barricader à l'intérieur de son propre appartement.

La police fut appelée par un voisin après que le sujet se fut mis en colère et percé, d'un coup de poing, un trou dans le mur séparant les deux appartements. Les agents se servirent du trou pour s'entretenir directement avec l'individu désarmé. Il devint vite évident qu'ils étaient en présence d'une personne aux prises avec des problèmes de santé mentale. L'agente Campbell, une ex-ambulancière paramédicale, parvint à apaiser l'homme, mais il continua tout de même à délirer.

Les agents parvinrent à convaincre l'homme de se rendre avant l'arrivée des agents tactiques et des négociateurs, afin qu'il puisse recevoir des soins médicaux sans tarder.

« Un incident de voies de fait donna vite lieu à de l'inquiétude pour la santé du suspect, » dit l'agent Marshall. « Dans ce cas, nous avons compris qu'il s'agissait d'une question de santé mentale, et nous fûmes en mesure d'obtenir de l'aide pour cet homme plutôt que de nous engager dans la voie d'un incident critique et prolongé. »

L'homme fut conduit à l'hôpital et soigné pour un trouble médical préexistant.

Le meilleur ami de l'homme est un tout aussi excellent partenaire policier

Parmi les unités spécialisées du Service de police d'Ottawa, on compte la Section canine. Depuis environ 1991, l'odorat incomparable du chien en fait un partenaire idéal.

« On dispose de toutes sortes de technologies, qui échouent parfois, » déclare l'agent Brett Chisholm, « mais le flair d'un chien est infaillible. »

L'agent Chisholm et son chien policier Riso évoluent ensemble depuis trois ans au sein de l'Unité canine.

Dans le cadre de tous leurs devoirs policiers, ils effectuent en moyenne un pistage par quart de travail.

Le 26 janvier 2017, les agents Chisholm et Riso se dirigeaient vers un quartier du Sud de la ville, où deux hommes s'introduisaient par effraction dans des voitures.

Lorsqu'ils aperçurent la police, les suspects prirent la fuite. L'agent Chisholm poursuivit l'un des suspects sur une distance de près de sept cent mètres pour enfin le rattraper et le mettre en état d'arrestation.

Il regagna son véhicule et, avec son chien, pista le deuxième suspect. Riso dirigea l'agent Chisholm à travers le quartier jusqu'à un sac renfermant des biens volés issus des cambriolages de véhicules. Ils trouvèrent sous peu le suspect, qui se cachait dans une arrière-cour.

Après tout ce temps, l'agent Chisholm ne revient pas des singulières compétences de son partenaire canin. « On ne fait pas que retracer des malfaiteurs. On retrouve aussi des personnes disparues. Dans certains cas, sans Riso, ces gens n'auraient pas survécu pour être réunis avec leurs proches. »

Dix chiens font partie de l'Unité canine de la Police d'Ottawa. Certains sont chiens de piste, d'autres des renifleurs d'explosifs, et d'autres encore sont détecteurs de drogue. Chacun d'entre eux aide ses partenaires humains à garder les gens en sûreté.

Un agent attribue la capture d'un voleur de banque à l'expérience et au travail d'équipe

Pour mener à bien leur travail, les agents patrouilleurs font appel à leur expérience, à leur sens de l'observation, et au travail d'équipe.

Le 3 octobre 2017, ces trois facteurs vinrent en jeu pour l'agent Troy Forgie. Il travaillait dans l'Ouest de la ville lorsqu'un appel fut lancé à propos d'un vol de banque à Bells Corners.

« Le répartiteur diffusa un message au sujet d'une Mitsubishi blanche employée lors de vols antérieurs, » dit l'agent Forgie.

S'appuyant sur une expérience semblable qu'il avait vécue quelques mois auparavant, l'agent Forgie se demanda par où le suspect allait tenter de s'enfuir. « La 417 était la réponse logique. »

Il s'installa sur la bretelle de sortie du chemin Robertson et attendit la suite. Comme prévu, un véhicule répondant au signallement passa devant lui. L'agent Forgie suivit le véhicule jusqu'à l'angle de Carling et Woodroffe pendant qu'il attendait la confirmation du signallement du suspect.

Alors que l'agent Forgie initiait un contrôle routier, le suspect démarra en trombe, désobéissant aux signaux routiers au long de l'avenue Carling.

« Il tourna pour s'engager sur une rue secondaire, et je savais qu'il s'agissait d'un cul-de-sac, je savais qu'il n'avait nulle part où aller. »

Le suspect poursuivit sa fuite à pied. L'agent Forgie avisa la répartition, et d'autres unités furent envoyées pour fouiller le secteur.

Avec l'aide d'autres agents patrouilleurs et de l'équipe canine, le suspect fut retrouvé un peu plus tard dans un lieu boisé.

L'agent Forgie procéda à l'arrestation. « Ce fut un bel effort collectif entre les patrouilleurs, le maître-chien et son animal, ainsi que le répartiteur. »

En plus du vol de banque à Bells Corners, le suspect fut inculpé de plusieurs vols de banque perpétrés dans les environs d'Ottawa.

Un agent maîtrise un individu armé d'un fusil

Un agent doit être prêt à tout et en tout temps.

« Dans le travail policier, la routine, ça n'existe pas, » dit l'agent Matt Jones, un patrouilleur œuvrant dans le secteur de la rue Rideau et du marché By. « D'une heure à l'autre, on ne sait jamais quel type d'appel on va recevoir. »

C'est précisément ce qu'il vécut, le 8 avril 2017, lorsqu'il se rendit dans une boutique de la rue Rideau relativement à une affaire de vol à l'étalage. L'agent Jones s'occupait du suspect dans l'arrière-boutique, quand plusieurs clients et employés s'y précipitèrent. Un homme armé d'un pistolet se trouvait dans la boutique.

L'agent Jones dégaina son arme et accosta le suspect tandis que deux gardiens de sécurité s'efforçaient de maîtriser l'individu. L'agent les aida à l'immobiliser et il prit possession de l'arme.

Celle-ci s'avéra être une réplique d'arme de poing.

« Dans le feu de l'action, on n'a pas le temps de se demander si l'on a affaire à une vraie ou une fausse arme. Il faut toujours prendre au sérieux ce genre de situation, » conclut l'agent Jones.

Le suspect fut inculpé de vol qualifié et d'infractions liées aux armes.

Un agent est félicité pour son habileté et son dévouement envers la sûreté lors de l'arrestation de cambrioleurs

Le 17 avril 2017 vers 1 h, l'agent Jérémie Brazeau se rendait sur les lieux d'une introduction par effraction en cours dans un commerce du secteur Est de la ville.

« Je me dirigeais vers les lieux lorsque passa devant moi un véhicule correspondant à la description fournie par le répartiteur, » raconte l'agent Brazeau.

Lorsqu'il activa ses feux d'urgence pour intercepter le véhicule, celui-ci s'éloigna en accélérant.

L'agent Brazeau communiqua avec la répartition et la décision fut prise de prendre le véhicule en poursuite.

Lorsqu'elle est lancée, une poursuite véhiculaire est contrôlée par l'agent, par le répartiteur et par un superviseur. N'importe lequel d'entre eux peut, en tout temps, mettre fin à la poursuite.

L'agent Brazeau poursuivit sécuritairement le véhicule sur une courte distance. Lorsque celui-ci s'immobilisa, d'autres agents dans le secteur appréhendèrent le conducteur pendant que l'agent Brazeau se lança à la poursuite du passager, qui s'enfuyait à pied.

Le deuxième suspect fut capturé, et les deux hommes furent inculpés d'une série de délits criminels, dont fuite de la police.

L'agent Brazeau est agent de police depuis 2015, et il patrouille le secteur Est depuis lors. Il attribue l'issue favorable de cet incident à sa connaissance des lieux, à sa formation et au travail d'équipe.

La première poursuite à pied d'une recrue se solde par l'arrestation d'un individu recherché pour avoir tiré de coups de feu

Le 13 avril 2017, l'agente Kaleigh Knox était une nouvelle patrouilleuse, encore accompagnée par un agent d'encadrement, lorsqu'ils répondirent à un appel liée à une arme à feu sur la rue Augustus.

« On a entendu à la radio que l'agent Brown pourchassait à pied un suspect armé. Mon agent d'encadrement, l'agent Christofilakis, fit appel à ses connaissances des environs pour nous positionner au devant de la poursuite à pied. »

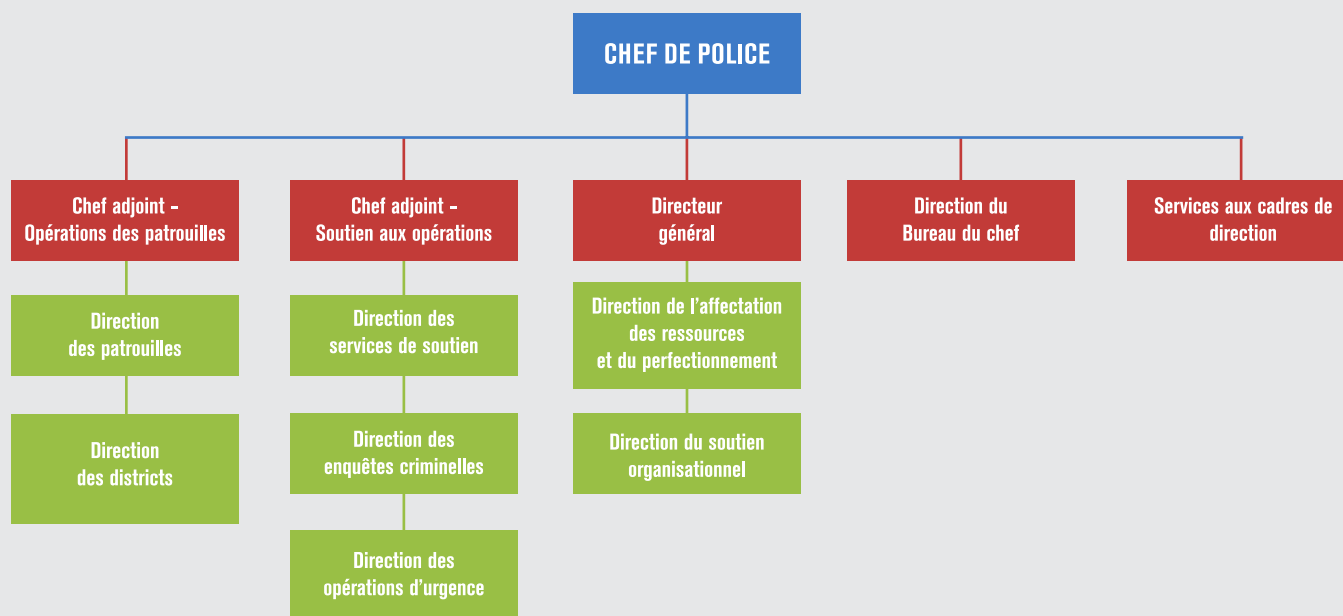
L'agente Knox se joignit à la poursuite. « Tout se déroule si vite, on n'a pas le temps de réfléchir; on doit simplement réagir et faire appel à sa formation. »

Les trois agents parvinrent à rejoindre le suspect, qui fut tenu en joue et appréhendé. L'agente Knox lui passa les menottes.

« Même si j'avais appris quoi faire lors de ma formation, j'étais heureuse de me trouver en compagnie d'agents chevronnés qui connaissaient le secteur. Dans ce cas-ci, leur présence a décidément contribué à l'issue favorable de la situation. »

L'homme doit répondre d'accusations liées aux armes à feu.

L'organigramme (Décembre 2017)



Sommaire de l'effectif de 2017¹

DIRECTION	MEMBRES ASSERMENTÉS	MEMBRES CIVILS	TOTAL
Direction du soutien organisationnel	45	189,5	234,5
Direction des enquêtes criminelles	244	33,6	277,6
Direction des districts	292	8	300
Direction des opérations d'urgence	134	7,8	141,8
Direction des services de direction	22	56	78
Direction des patrouilles	524	3	527
Direction de l'affectation des ressources et du perfectionnement	64	28	92
Direction des services de soutien	26	279,7	305,7
Total général	1 351	605,6	1 956,6

¹Du livre du budget 2017.

A high-angle, wide shot of a bustling city street. On the left, a row of brick buildings houses various businesses, including 'The Fish Market', 'Fish Tacos', 'Burgers', 'Mussels', 'Cakes', and 'Pies'. A black awning with a fish logo is visible. Pedestrians are walking on the sidewalk. On the right, a line of cars is parked along the curb, with a white car in the foreground. A black car is driving on the street. In the background, more buildings and a tall tower are visible. The text 'Section 3. Un pan de nos colectivités' is overlaid in the center.

Section 3. Un pan de nos colectivités



Partenariats

Nous ne saurions accomplir notre travail en tant que service de police en l'absence des précieuses relations que nous entretenons avec nos partenaires communautaires et nos résidents engagés. C'est ce qui motive notre grand investissement au cœur des collectivités avec lesquelles nous traitons, et auprès de nos partenaires. Nous aspirons à l'inclusion pour déterminer comment mieux servir les résidents de cette ville.

Diversité et relations interraciales

La Section de la diversité et des relations interraciales connut une année fort chargée, composant avec plusieurs événements importants, notamment la semaine de la Fierté, la restructuration du Comité d'intervention policière et communautaire (CIPC), et divers enjeux relatifs aux collectivités racialisées d'Ottawa.

Même si la question des agents prenant part aux défilés de la Fierté en uniforme fit les manchettes dans le cas de plusieurs services de police au Canada, notre équipe de DRI rencontra des porte-paroles et ils conclurent ensemble un compromis pacifique et respectueux pour les activités de la journée. L'équipe inaugura même un braiser-bénéfice qui permit de recueillir 1635\$ pour Capital Rainbow Refuge, un organisme sans but lucratif venant en aide aux réfugiés appartenant à des minorités sexuelles.

La demande d'une restructuration du CIPC provint du comité même, le groupe souhaitant compter des membres reflétant les collectivités qu'ils représentaient, mais aussi leurs rapports au sein de ces collectivités. Alors que s'achevait l'année 2017, le processus de remaniement du comité étant déjà en bonne voie.

Cependant, les activités récurrentes du groupe sont au cœur de son identité: le Forum d'apprentissage sur les droits de la personne, présenté chaque année en décembre, et la Fête annuelle de la diversité. En 2017, la Fête de la diversité fut agrémentée par la tenue, par Immigration Canada, d'une cérémonie d'assermentation de nouveaux citoyens en direct et sur place. C'était une journée idéale pour se renseigner sur d'autres cultures et pour célébrer ce qui nous distingue. Le Forum d'apprentissage sur les droits de la personne de cette année mit l'accent sur Faciliter la réconciliation en comprenant l'histoire des peuples autochtones du Canada. Il appuya la recommandation 57 du juge Murray Sinclair



Le sergent d'état-major David Zackrias, de la Section de la diversité et des relations interraciales, présenta nos invités, qui firent valoir leurs traditions culturelles à travers la musique, la gastronomie et la danse.

énoncée au sein du rapport de la Commission de vérité et de réconciliation.

L'équipe clôtura l'année en célébrant quelques victoires personnelles de ses membres. L'agent Lila Shibley fut reconnue pour ses efforts auprès des familles syriennes nouvellement arrivées à Ottawa, se voyant attribuer le prix Women Who Inspire (« Femmes d'inspiration ») du Conseil canadien des musulmanes, et Zoye Poulin fut parmi les 150 personnes choisies à Ottawa comme récipiendaires du prix #OC150 pour leur participation communautaire.



Immigration Canada prit part aux cérémonies de la Fête de la diversité en assermentant de nouveaux citoyens.

Équipe de liaison et d'extension

L'Équipe de liaison et d'extension (ÉLE) vit le jour à la suite de l'arrestation et de la mort subséquente d'un résident d'Ottawa. Afin de tendre la main aux collectivités touchées, le chef de police demanda que soit constituée cette équipe spécialisée pour aborder certaines questions et inquiétudes croissantes dans la communauté et dans la ville. Le ÉLE avait pour rôle de rétablir la confiance et de jeter des ponts entre les membres de la collectivité et le SPO.

En 2017, l'ÉLE rencontra des intervenants communautaires pour pondre des idées en vue d'améliorer les relations entre le public et la police. Deux idées-clés naquirent de ces réunions: 1. Un besoin de responsabilisation et de transparence à l'endroit de la collectivité; et 2. Aborder le besoin de trouver des solutions aux craintes de la collectivité et à sa méfiance envers la police, qui conduisent à un faible taux de signalement du crime. De manière inédite, l'ÉLE combina enjeux et préoccupations historiques et nouvelles recommandations pour élaborer un plan à l'échelle de l'entreprise, qui devint un document fondamental à la base du Plan d'action sans préjugés.

Au total, l'ÉLE rencontra 1000 membres de la collectivité, pour une moyenne de près d'une heure par personne au fil de l'année 2017.



L'équipe de liaison et d'extension rencontra plus de 1000 membres de la collectivité en 2017.

Le développement communautaire

Former pour le Service de police d'Ottawa des partenariats durables et des stratégies de mobilisation qui bâtissent la confiance entre la police et la collectivité, ce sont les responsabilités de la Section du développement communautaire (DC). L'établissement de liens solides au sein de la collectivité est nécessairement le fruit d'efforts de longue haleine, et par la voie de ces efforts continus, avec inclusion et transparence, des solutions collaboratives aux questions émergentes sont souvent trouvées.

Partenariats à l'œuvre (PAO) est l'infrastructure dont s'est doté le Service de police d'Ottawa pour mener des consultations publiques et accroître l'implication de la collectivité. PAO va au-delà d'une approche consultative traditionnelle, visant à identifier et à faire fond sur l'implication collective et la mobilisation policière.

En 2017, l'équipe du DC organisa plusieurs activités de mobilisation auprès d'intervenants communautaires, en vue d'améliorer et de faire valoir des services policiers professionnels et impartiaux et de solliciter la rétroaction du public, dont ses réactions, des problèmes soulevés, des thèmes et recommandations. Ces activités de mobilisation comprirent plus d'une quarantaine d'organismes communautaires et 150 d'étudiants d'établissements postsecondaires. Les participants furent priés de proposer des changements susceptibles de soutenir, à l'échelle de l'organisation, une approche ouverte à l'équité, la diversité et l'inclusion.

Le DC, en collaboration avec les Services de sûreté communautaire (SSC), assura la coordination des activités de la Semaine de la police, tenant des activités dans des quartiers prioritaires touchés par le crime, et invitant un dialogue avec la police. Plus de 4500 personnes se déplacèrent pour se renseigner sur la manière de s'impliquer et de rendre leurs communautés plus sécuritaires.

L'équipe du DC s'allia également à l'Initiative une ville pour toutes les femmes (IVTF) pour l'élaboration d'une trousse d'outils de mobilisation communautaire. Cette trousse d'outils fut mise au point afin de mieux appuyer et aider les membres de la Police d'Ottawa lors de la planification et la mise en œuvre initiatives d'implication communautaire efficaces, ainsi que de contribuer à la mobilisation des ressources locales.



L'équipe du développement communautaire présenta plusieurs consultations auprès des intervenants en 2017.

Canada 150 & Ottawa 2017

La Canada a fêté ses 150 ans à titre de nation – et les Canadiens de partout au pays s'assemblèrent à Ottawa pour se joindre à ses résidents lors d'une année de célébration comptant 1200 activités de diverses envergures. Au cours d'une année typique, Ottawa reçoit de 7 à 8 millions de touristes; en 2017, 11,25 millions d'entre eux étaient attendus. En 2017, ces événements ont présenté au SPO un défi de taille en matière de sûreté publique.

En réponse au nombre croissant d'activités, une équipe de planification du SPO fut affectée à la coordination et la planification des événements de 2017. L'équipe de planification du SPO collabora étroitement avec la Ville d'Ottawa, les organisateurs d'Ottawa 2017, et autres partenaires policiers et communautaires d'ordre local, régional et national en vue d'assurer le bon déroulement des célébrations.

Si certains événements avaient une faible ou inexistante incidence opérationnelle



L'une des attractions de Canada 150, La Machine, représentait une foule d'exigences logistiques en matière de déploiement, puisqu'elle se déplaçait continuellement à travers la ville.

sur la police, une dizaine d'activités-vedettes à risque accru eurent lieu. En juillet, « La Machine » attira 750 000 personnes, et comportait ses enjeux particuliers en matière de gestion de la circulation et de sécurité des visiteurs. Chacune de ces grandes manifestations posait ses propres défis de dotation au SPO, et l'équipe de planification du SPO fit en sorte que ses plans de dotation affectent le moins possible les opérations policières normales.

Les 1,7M\$ dépensés par le SPO pour le maintien de l'ordre dans la capitale nationale durant les fêtes du 150e du Canada furent récupérés à partir de droits payés et recouvrements de fonds municipaux et fédéraux.

En bout de ligne, ce fut une année spéciale pleine de fierté nationale pour tous, accompagnée d'importants bienfaits pour la ville dans son ensemble, et surtout pour le commerce local, avec l'augmentation du tourisme.

Intervention et recrutement

Le SPO continue à rechercher de nouvelles recrues et à les embaucher afin d'accroître son effectif d'agents assermentés, dans l'optique de refléter la collectivité dont nous sommes au service.

Les agents de recrutement prirent contact avec divers groupes racialisés et associations communautaires connexes pour solliciter leur aide en vue d'attirer plus de membres issus de ces groupes marginalisés. Chacun des recruteurs fut jumelé avec un groupe communautaire particulier, œuvrant de pair avec celui-ci pour mettre sur pied des partenariats susceptibles de produire de plus nombreux candidats retenus, en plus d'apporter un soutien aux résidents des environs au cours du processus de candidature.

En 2017, nos recruteurs furent présents lors de 28 activités locales, une moyenne d'au moins deux activités par mois. Ils prirent également part aux réunions mensuelles du CIPC, assistèrent à la conférence « Women in Policing » en mars, participèrent à une formation sur les compétences interculturelles en mai, et contribuèrent à la présentation d'activités de la Semaine de la police en mai.

En outre, l'agent Claudio Escobar prit part à un camp de mentorat de soccer, où il entra en relation avec des secteurs de la ville qui sont mal desservis, aidant le SPO à établir de nouveaux partenariats dans les quartiers de la ville.



Activés auxquelles intervention et recrutement ont assisté en 2017

Le 28 janvier 2017	Salon de l'emploi Ujima – hôtel de ville
Le 8 février 2017	Salon de l'emploi des Amis canadiens de la Somalie – Centre Jim-Durell
Le 8 février 2017	Forum de la Coalition autochtone
Le 25 février 2017	Journée portes ouvertes de la GRC – Étables de la GRC
Le 1er mars 2017	Salon de l'emploi d'Emploi Ontario
Le 3 mars 2017	Sommet sur l'emploi – à l'intention des nouveaux arrivants, présenté au Centre Shaw
Le 9 mars 2017	Séance d'information sur le recrutement – Réservé aux femmes
Le 16 mars 2017	Salon de l'emploi du Centre de santé communautaire Pinecrest-Queensway – Centre commercial Lincoln Fields
Le 18 mars 2017	Évaluation de l'aptitude physique au métier de policier – Réservé aux femmes
Le 10 avril 2017	Réunion du Comité de liaison GLBT
Le 22 avril 2017	Gala annuel de la Somali Hope Foundation – Centre EY
Le 11 mai 2017	Séance de recrutement auprès de la jeunesse somalienne
Le 12 mai 2017	12e gala annuel de la jeunesse somalienne – Centre Ron-Kolbus
Le 18 mai 2017	Activité « Jeunes femmes en uniforme » – Collège Algonquin
Le 27 mai 2017	Pow-wow des Odawa
Le 3 juin 2017	Activité CAADA 2017 – hôtel de ville
Le 7 juin 2017	Programme SWAG – présentation sur le recrutement
Le 17 juin 2017	Défilé Carivibe
Le 12 août 2017	Fêtes jamaïcaine JamDay – Baie Mooneys
Le 19 août 2017	Fête annuelle de la communauté salvadorienne – Parc Brewer
Le 20 août 2017	Fête culturelle Trinité-et-Tobago – Place TD
Le 30 août 2017	Séance d'information sur le recrutement, Centre des ressources sur la réinstallation – Poste du SPO, rue Elgin
Le 9 novembre 2017	Fête communautaire du Forum des jeunes arc-en-ciel – École secondaire Confederation
Le 20 novembre 2017	Présentation Agenda Noir – Centre somalien
Le 30 novembre 2017	Gala de la jeunesse somalienne – Centre Jim-Durrell
Le 5 décembre 2017	Approche communautaire: partie de basket jeunes vs SPO – École secondaire All Saints
Le 7 décembre 2017	Présentation sur le recrutement – La Cité Collégiale
Le 13 décembre 2017	Forum d'apprentissage sur les droits de la personne – Salle de réunion Hellénique

Agents scolaires

Le SPO est fier des partenariats qu'il a forgés auprès des écoles de la région et de leurs élèves. Effectivement, l'une des écoles d'Ottawa, l'école secondaire St. Pius X, ne manqua pas de souligner la valeur qu'avait à ses yeux le travail accompli par son agent scolaire, l'agent Phong Le. Dans une lettre adressée au chef Charles Bordeleau, le directeur et son adjoint vantèrent les mérites du programme des agents scolaires, tout particulièrement le solide boulot effectué par l'agent Le.

« Dans les cas où il œuvrait directement auprès des étudiants et de leurs proches, il traitait chacune des personnes impliquées avec dignité et respect, » indiquait la lettre.

Par la suite, l'agent Le fut à l'origine d'un projet de calendrier, dans le cadre duquel les élèves photographièrent et s'entretinrent avec des hommes et femmes sortant de leurs dépendances à la Résidence Oaks. Le calendrier permit d'humaniser ces gens et de raconter leur histoire, et il s'en dégage la créativité et le travail artistique des élèves ainsi qu'un fort sentiment d'appartenance à la collectivité.

Mais l'agent Le ne manque pas de signaler que tous les agents scolaires du SPO sont tout autant impliqués auprès des écoles où ils travaillent. C'est l'un des facteurs qui explique pourquoi ces agents sont si prisés, ici à Ottawa.



Échanger avec les étudiants, c'est bien plus qu'une simple visite à leur école. C'est souvent des parties de football en après-midi, ou d'autres projets encourageant les jeunes à risque à interagir avec la police.



Un élément clé de la prévention du crime est le travail proactif que nous faisons en tant qu'officiers.

Prévention du crime

Les mesures préventives que nous mettons en œuvre afin de renforcer la sûreté de chacun de nos résidents sont l'une des meilleures parts de notre travail en tant que service de police.

Notre Unité de la prévention du crime englobe la Prévention du crime par l'aménagement du milieu (PCAM), le programme de logements multiples sans criminalité (PLMSC), l'Unité d'Échec au crime, et collabore avec le programme de Surveillance de quartier Ottawa. Chacune de ces unités fait sa part pour rehausser la sûreté et la qualité de vie des gens qui habitent Ottawa.

Programme de logements multiples sans criminalité (PLMSC)

En 2017, le PLMSC accueillait deux nouveaux propriétaires au sein du programme, portant à 14 le nombre d'entreprises de gestion partenaires, pour un total de 276 propriétés agréées. L'Unité PLMSC mena 270 vérifications de sécurité afin d'assurer la conformité au programme, mais également pour rehausser la sûreté et la sécurité des résidents des communautés participantes. Chaque année, l'Unité PLMSC accueille trois étudiants stagiaires, qui assument une part des tâches administratives, acquièrent une précieuse expérience professionnelle et un aperçu du travail policier. Le programme de stages connaît un vif succès et devrait se poursuivre en 2018.

Prévention du crime par l'aménagement du milieu (PCAM)

La PCAM poursuit son mandat, qui est de mener des vérifications dans des secteurs ayant été ciblés par la criminalité. En 2017, l'Unité, composée d'un seul membre, effectua 43 revues de plans de situation et 63 vérifications. De plus, l'agent Matt Hunt forma 14 membres du SPO dans le cadre du cours de base niveau 1 PCAM, notamment des membres auxiliaires du SPO, des agents scolaires et des agents communautaires. L'agent Hunt anima également plusieurs séances d'information sur les bienfaits de la PCAM à l'intention d'associations de gens d'affaires d'Ottawa, d'un groupe d'étudiants en criminologie à l'Université Carleton, et de divers partenaires externes.

Surveillance de quartier

La première moitié de 2017 fut une période de transition pour la Surveillance de quartier, qui vit l'organisme passer d'un modèle de comité à un modèle plus officiel de conseil administratif formé de cinq nouveaux postes. En fin d'année 2017, le conseil fut complété, formé d'un mélange de membres du SPO et d'intervenants communautaires. Il en est actuellement à revoir sa gouvernance, son protocole d'entente avec la Commission de services policiers d'Ottawa, et à coordonner ses efforts d'action sociale auprès des collectivités locales.

Semaine de la prévention de la criminalité

Le point saillant de l'année, pour l'Unité de la prévention du crime, est assurément la Semaine de la prévention de la criminalité, qui a lieu en début novembre. En 2017, des

activités fondées sur un thème provincial, « Bâtissons ensemble des collectivités plus sûres, » comprirent plusieurs colloques de quartier présentés à travers la ville. Parmi les sujets abordés, on retrouvait la sûreté personnelle, les détroussements en groupe, la maltraitance des aînés, le signalement en ligne, et des conseils du l'Unité des vols du SPO. Deux activités ajoutées au programme cette année visaient à prêter main-forte aux gens les plus vulnérables de la société, soit des femmes dans un refuge pour femmes et des jeunes dans une halte-accueil du Club des garçons et filles à Vanier. L'environnement collaboratif engendré par l'organisateur de l'activité, le sergent Art Wong, donna lieu à un partage de connaissances de la part d'une brochette représentative de spécialistes issus de diverses unités du SPO, ainsi que des volets éducatifs de la part d'estimés partenaires communautaires tels que Logement communautaire d'Ottawa, OC Transpo, le Club des garçons et filles, les Services des règlements municipaux d'Ottawa et Échec au crime.



L'agent Marcus Cibischino, deuxième à partir de la droite, anima une séance de sûreté publique au Centre communautaire de Greenboro durant la Semaine de la prévention de la criminalité.



Des porte-paroles de Grands Frères Grandes Sœurs d'Ottawa et de Services aux victimes d'Ottawa reçoivent chacun un chèque de 45 000\$, en tant que bénéficiaires de l'édition 2017 du Gala annuel de la Police d'Ottawa.

Échec au crime

2017 fut une année record pour l'un de nos plus précieux partenaires, Échec au crime. Durant l'année, Échec au crime Ottawa reçut plus de 5300 tuyaux de la part du public. Ces renseignements anonymes se traduisent en précieux renseignements qui aident le SPO à clore des affaires et à retirer de dangereux délinquants de nos collectivités.

L'une des plus populaires initiatives d'Échec au crime fut celle d'offrir une pleine récompense de 2000\$ à quiconque pouvait fournir des renseignements conduisant à la saisie de fentanyl et à l'arrestation de trafiquants de fentanyl. Avec la crise des opioïdes déferlant sur le pays, cette initiative aida la police à dépister ces contrevenants et à les poursuivre en justice, tout en éliminant de nos quartiers ce dangereux narcotique.

En novembre dernier, Échec au crime Ottawa fut récompensé d'un Prix contribution de longue date lors de la cérémonie des Prix du mérite de la sécurité communautaire de Prévention du crime Ottawa.

Gala du SPO

Le 8e Gala annuel du OPS eut lieu au Centre Shaw le 28 octobre 2017, au profit de Grands Frères Grandes Sœurs d'Ottawa et de Services aux victimes d'Ottawa. Les deux organismes de charité se virent chacun remettre un chèque de 45 000\$ lors de la réunion de janvier 2018 de la Commission de services policiers d'Ottawa. À ce jour, le gala a permis de recueillir plus de 735 000\$ pour des œuvres de bienfaisance locales. Si le gala est une célébration des membres du SPO et du travail exceptionnel qu'ils accomplissent dans la collectivité, il représente également une occasion de saluer les efforts des partenariats inestimables que nous entretenons avec divers organismes communautaires de première ligne qui sont au service des gens les plus vulnérables de notre ville.



Section 4. Faire une différence

Les armes à feu et les bandes de rue

Ottawa, à l'instar d'autres villes canadiennes, continue de connaître une hausse sur le plan de la violence armée et des fusillades depuis plusieurs années. De multiples stratégies furent mises en œuvre pour freiner cette croissance, dont une stratégie axée sur la collectivité qui amplifie et coordonne les efforts des intervenants et des groupes communautaires, le tout jumelé à une répression policière accrue.

Le SPO a fait de la prévention et de la répression de la violence armée une priorité organisationnelle, et dans l'ensemble du Service, des agents de première ligne, des Unités des drogues, des crimes de rue, des armes à feu et bandes de rue et de l'équipe DART (Direct Action Response Team) ont dirigé les efforts visant à tenir les délinquants responsables de leurs actes. Les ressources des opérations secrètes furent réaffectées en vue de répondre aux besoins actuels. Même si ces mesures ont porté fruit, il est clair que la violence armée représente une tendance croissante et troublante qui devra disposer de ressources policières plus stables si l'on espère maintenir et amplifier de telles réussites.

Au cours de l'année, le SPO collabora de près avec ses partenaires municipaux à l'élaboration des lignes directrices d'un nouveau plan stratégique, qui fut dévoilé en fin d'automne 2017 par Prévention du crime Ottawa. La nouvelle Stratégie relative aux bandes de rue et à la violence dans les rues fut le fruit de plusieurs années de consultation, de recherche, et de collaboration auprès de tous les organismes de première ligne de la ville.

Ce qui ressortit des recherches, ce fut la découverte d'une tendance vers un mode de vie axé sur la drogue plutôt que sur une affiliation de bande ou géographique particulière; d'anciens rivaux furent observés s'alliant pour la vente d'un produit – que ce soit la drogue ou les armes.

Les recherches soulignèrent en outre la nécessité d'envisager le problème de la violence de rue d'une perspective globale. Au lieu d'une gamme

d'organismes publics remplissant chacun un rôle particulier en vue d'enrayer les dangers, le plan stratégique propose d'élargir le champ d'activité de chacune des parties prenantes. Ainsi, le SPO ne se contenterait pas de mesures d'application et de répression; le plan suggère que la police aborde la question en vertu de trois autres piliers, soit la Cohésion de quartier (accroître la résilience des enfants, des familles et des collectivités); la Prévention (des approches de développement social inclusives et préventives, la police communautaire); et l'Intervention (identifier les secteurs où peuvent être appliquées des mesures proactives et venir en aide à ceux qui souhaitent délaisser les bandes).

Par ailleurs, le SPO aligna son approche stratégique interne en fonction de ces mêmes piliers. L'Unité des armes à feu et des bandes de rue instaura une approche axée sur le risque pour dépister les individus impliqués dans la violence des rues au sein de la communauté. Parmi les réussites découlant de ce réalignement, on peut souligner le bilan de l'opération Sabotage: cette enquête d'une durée de sept mois se solda par la saisie de 24 armes à feu liées à la criminalité, l'arrestation de quinze personnes, et le dépôt de plus de 300 accusations criminelles.

Alors que le SPO met en branle ses plans visant à contrer le commerce illicite de la drogue et des armes à feu sur son territoire, il fera valoir un modèle global fondé sur la collectivité dans le but de renforcer les partenariats actuels, de tisser de nouvelles relations et enfin de débarrasser nos



En 2017, le SPO accrut le nombre d'agents au sein de son Unité des armes à feu et des bandes de rue.

Drogue

Ottawa devant s'affairer à résoudre le problème émergent de sa propre crise des opioïdes, le Service de police d'Ottawa s'allia à Santé publique Ottawa afin de renforcer son mandat de prévention.

Le SPO se joignit à ses partenaires municipaux au sein d'un groupe de travail sur la prévention des surdoses pour sensibiliser la collectivité au sujet du fentanyl, et sur les mesures à envisager pour lutter contre la consommation de cette drogue chez nous. La campagne de sensibilisation comprenait une robuste campagne dans les médias sociaux, qui redirigeait les intéressés vers un site web centralisé de Santé publique Ottawa (stopoverdoseottawa.ca), proposant des conseils en matière de prévention, comment reconnaître le fentanyl, et des statistiques sur les surdoses.

À l'automne 2017, le SPO entreprit la formation des agents de première ligne et la distribution de trousse de naloxone dans l'éventualité de la rencontre d'une victime de surdose. La naloxone est capable de contrer les effets d'une surdose et ainsi de sauver des vies. À la fin de 2017, le SPO avait formé quasiment tous ses agents, commandé 1400 trousse, et distribué plus de 600 d'entre elles à ses agents. En tout, huit trousse furent utilisées par des agents en 2017 lors d'appels de service.

Par ailleurs, le SPO continua à consacrer de précieuses ressources à faire enquête sur les boutiques de marijuana de la ville. En attendant que les décisions fédérales soient rendues relativement à la légalisation de la marijuana au Canada, plusieurs petits commerces ouvrirent leurs portes pour vendre cette drogue encore illicite. L'Unité des drogues du SPO exécuta 12 mandats de perquisition durant l'année 2017, faisant fermer des boutiques éphémères, dont certaines rouvrirent sous peu leurs portes. D'autres efforts furent menés auprès de propriétaires immobiliers du secteur, le SPO collaborant avec ceux-ci lors du processus d'expulsion, aboutissant à la fermeture permanente de plusieurs des boutiques. Alors que nous attendons l'entrée en vigueur des nouveaux projets de loi, la SPO continue d'actualiser



En 2017, les unités des crimes de rue et des drogues du SPO poursuivirent activement ceux qui voudraient trafiquer des opioïdes chez nous, ce qui se traduisit par un nombre considérable de coups de filet.

et de former son personnel sur les mesures d'application de la loi et les mesures éducatives.

En 2017, les unités des crimes de rue et des drogues du SPO poursuivirent activement ceux qui voudraient trafiquer des opioïdes chez nous, ce qui se traduisit par un nombre considérable de coups de filet, notamment, en mai, une série de descentes en vertu de mandats de perquisition, qui se soldèrent par l'arrestation de sept personnes, la saisie de 466,9 grammes de poudre de fentanyl (assez pour produire 233 000 doses), d'une valeur de revente de près de 186 000\$; l'opération Flurry, qui mena, en juillet, à l'arrestation de 21 personnes et à la saisie d'une cache de drogue, notamment de l'héroïne, de la cocaïne et des opioïdes; et l'opération Mitigate, qui permit l'arrestation de sept personnes, une saisie de cocaïne crack et le sauvetage de deux enfants âgés respectivement

d'un an et demi et de trois ans. Auparavant, en mars l'an dernier, notre Unité des drogues mena à bien l'arrestation d'un homme à la lumière d'une enquête approfondie sur ses activités de trafic de drogue. Pendant l'opération, 10 kilogrammes de cocaïne furent saisis après avoir été découverts dans un compartiment secret d'un véhicule. Qui plus est, l'Unité des drogues remporta une victoire importante dans la lutte contre les drogues illicites, menant huit perquisitions à travers la ville et découvrant une presse à pilules d'une capacité de 20 000 comprimés à l'heure; les agents saisirent également de la cocaïne, de l'ecstasy, un fusil de chasse tronçonné, une arme de poing et 400 cartouches. À partir de la quantité de produits chimiques qui furent saisis lors de l'opération, 600 000 pilules pourraient être produites; à la suite du ratissage, quatre résidents furent arrêtés et inculpés de diverses infractions.



Même si l'Unité des drogues du SPO dut se concentrer sur la prévention, dans le contexte de la crise du fentanyl, l'Unité se montra aussi très adroite à appréhender les trafiquants et à retirer leur marchandise et leurs armes de nos rues.

Les forces opérationnelles mixtes en 2017

Le 16 février 2017: En septembre 2016, l'Unité des drogues du Service de police d'Ottawa (SPO) ouvrit une enquête sur un groupe d'individus soupçonné de contrôler un réseau de distribution de fentanyl contrefait. La Police provinciale de l'Ontario (PPO) prêta son soutien à l'enquête, le produit en question connaissant aussi une dispersion dans les régions rurales de l'Est de l'Ontario.

En 2017, le SPO et la PPO firent en tout l'exécution de six mandats de perquisition à Ottawa, dont une résidence unifamiliale, deux maisons en rangée, deux appartements et un local d'entreposage.

En tout, 12 personnes (7 hommes, 5 femmes) furent arrêtées et inculpées.

Parmi ce qui fut saisi, on compte notamment:

- 2 fusils d'assaut
- 2 carabines
- 1 fusil de chasse
- 3 armes de poing
- 3 coups-de-poing américains
- 1 matraque électronique déguisée en téléphone cellulaire
- Des munitions
- Plus de 130 000\$ en devise canadienne.

Parmi les drogues saisies, on compte notamment:

- Pilules contrefaites contenant du fentanyl (en attente d'une analyse de Santé Canada)
- Poudre de fentanyl
- Cocaïne
- Méthamphétamine

Parmi les accusations portées, on compte:

- Possession d'une substance réglementée en vue d'en faire le trafic
- Possession de biens criminellement obtenus
- Diverses accusations liées aux armes

Le 9 juin 2017: Une opération policière conjointe impliquant le SPO et le Groupe de la criminalité financière de la Division « O » du Détachement d'Ottawa de la Gendarmerie royale du Canada mena à une ordonnance de blocage d'une propriété et à la saisie d'une Chevrolet Corvette 2016. La valeur de la propriété et du véhicule est évaluée à près de 900 000\$. L'enquête se solda par des accusations portées contre 12 personnes et le démantèlement d'un réseau de trafic de drogue établi à Ottawa en 2016.

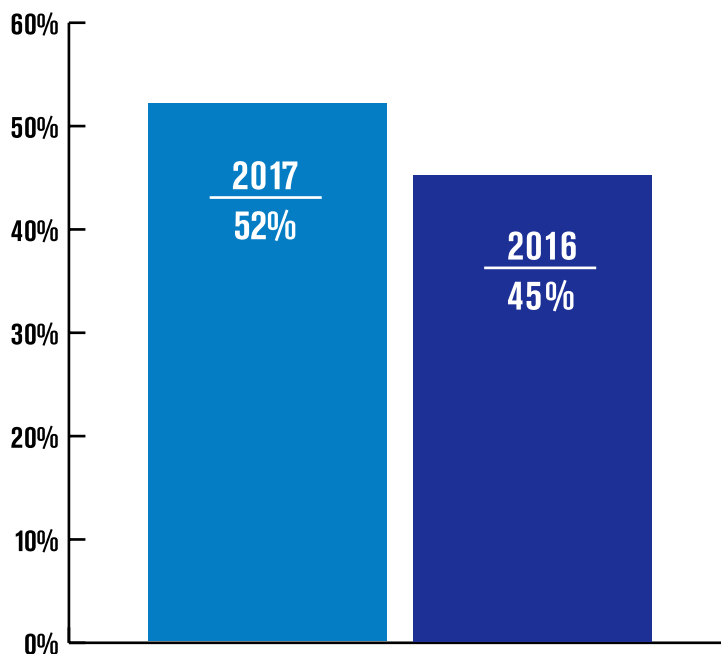
Unité des vols

L'Unité des vols du SPO poursuit sa lancée victorieuse en 2017. Après avoir fait enquête sur une série de braquages au cours du premier trimestre de 2017, on découvrit qu'ils avaient rapport à une autre série de braquages commis en 2016. Deux hommes furent inculpés relativement à 23 vols qualifiés, et des recherches poussées plus loin permirent de découvrir que l'un des hommes était mêlé à quatre autres braquages non résolus remontant à 2015. L'Unité clôtura avec succès son année 2017 en élucidant une vague de sept vols de banque connexes, et un braquage de pharmacie, lié à un suspect de l'Est du Canada aussi recherché en vertu d'un mandat d'arrestation pancanadien.

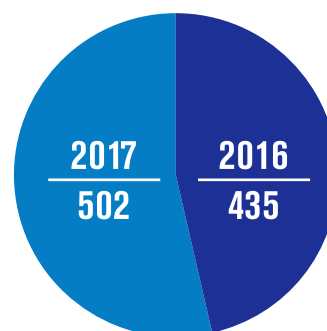
Le taux de réussite de l'Unité repose en partie sur l'approche coopérative qu'elle emploie, tant auprès des agents de première ligne que des autres unités d'enquête du SPO, et des organismes extérieurs. En fin d'année 2017, l'Unité des vols avait atteint un taux de résolution de 52%, une hausse de 7% par rapport à l'année précédente. Cela se solde par un taux de résolution de 74% des vols contre des entreprises, et de 75% des vols de banque.

Mais l'Unité ne se contenta pas de composer avec des vols contre les entreprises et les banques. Elle traita avec succès plusieurs violents crimes de rue et enlèvements. Dans un cas, la victime fut enlevée et forcée à dévaliser un commerce, et dans un autre cas, la victime fut poignardée. Plusieurs suspects furent inculpés dans le cadre de cette enquête. Cela mena à l'arrestation de deux suspects mêlés à huit autres braquages survenus dans la ville. Une autre importante victoire fut la condamnation d'Ian Bush, une affaire qui débuta en décembre 2014 lorsque l'Unité intervint à la suite d'une agression au domicile et braquage à l'endroit d'Ernest Côté.

Taux de classement

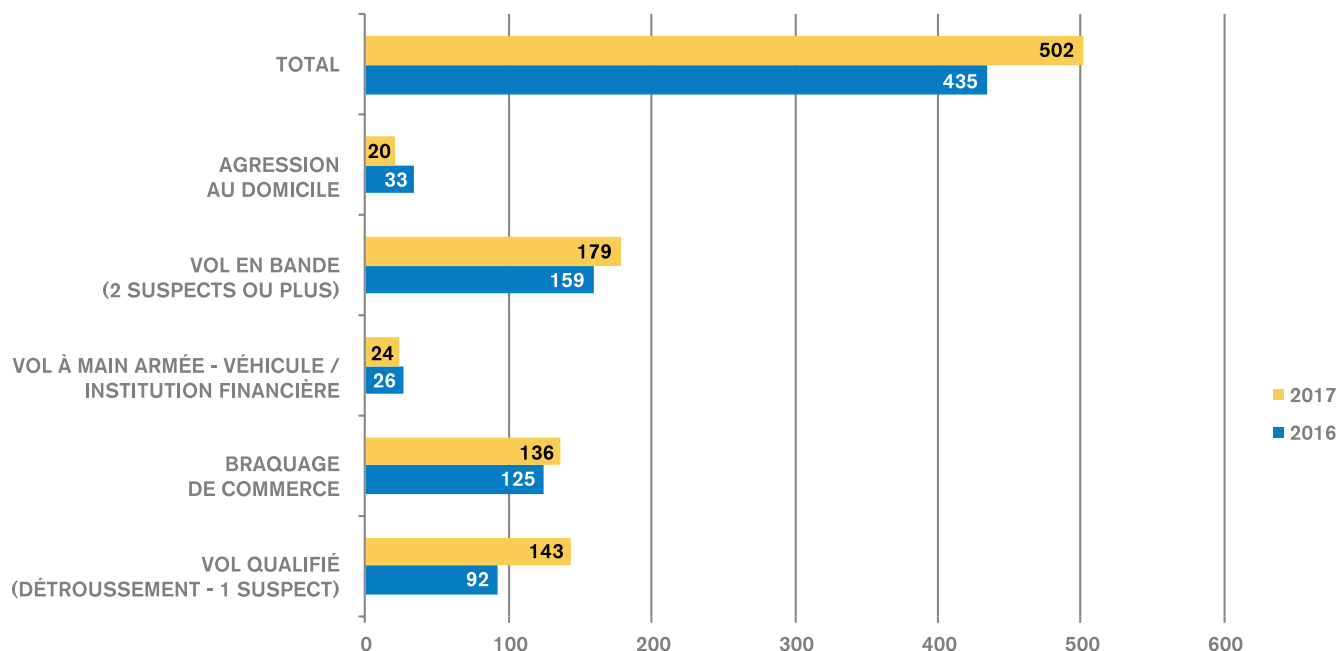


Nombre des cas

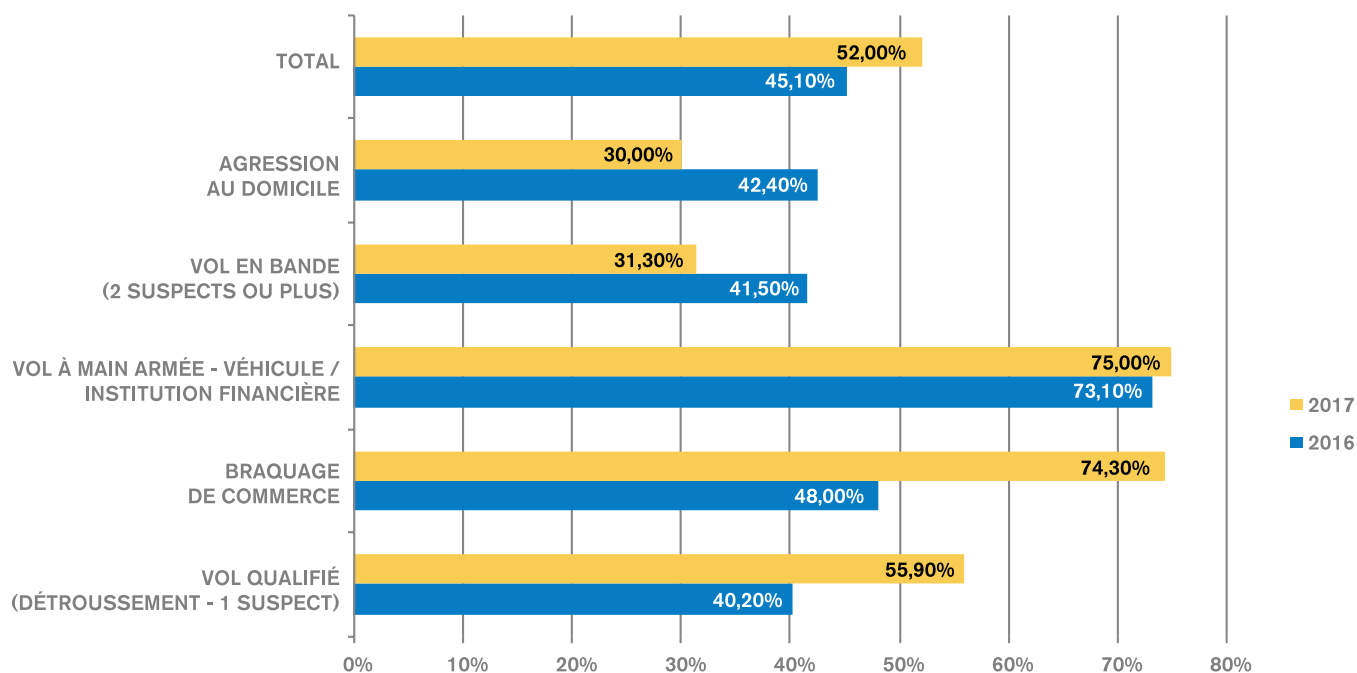


Statistiques sur les vols

Nombre réel d'infractions



Taux de classement en pourcentage



Améliorations de la technologie de l'information (TI)

En 2017, le Service de police d'Ottawa (SPO) a misé sur la technologie, avec l'inauguration d'un nouveau système en ligne de vérification de dossiers, une majoration du nombre de types de signalements pouvant être déposés en ligne, ainsi qu'un nouveau partenariat avec PriceWaterhouseCoopers (PwC) dans le cadre d'un projet de modernisation de six ans.

En début d'année, le SPO fut fier d'inaugurer plusieurs nouvelles voies pour faire un rapport de police en ligne, portant sur plusieurs questions fort sollicitées, notamment les plaintes liées à la circulation, à la fraude et à la drogue. Le SPO a tiré profit de ces signalements, en particulier les plaintes liées à la circulation, pour élaborer des mesures de répression proactives, notamment des campagnes-éclair ciblées de lutte contre les excès de vitesse et la conduite inattentive. Pour répondre aux exigences de la collectivité, le SPO introduisit une méthode inédite de signalement des crimes haineux par la voie de son service en ligne. Cette nouvelle méthode de signalement propose aux gens faisant face à des obstacles, des problèmes linguistiques, par exemple, la possibilité de signaler un crime avec l'aide d'un proche – sans devoir quitter le confort de leur logis.

Et les résidents d'Ottawa ont fait appel au nouveau système de signalement: en 2016, 7930 signalements avaient été déposés en ligne. Par contre, en 2017, le SPO reçut 17 126 signalements, soit une hausse de 116% d'une année à l'autre.

L'une des grandes réussites de 2017 fut la mise en œuvre d'une manière simplifiée et plus accessible d'obtenir une vérification de casier judiciaire. Dans le cadre de la rationalisation de ses services aux comptoirs d'accueil, le SPO centralisa toutes ces vérifications de dossiers dans ses bureaux de la promenade Queensview. Il élimina ainsi des redondances dans d'autres postes de police et simplifia la marche à suivre.

Mais ce n'était pas tout: le SPO introduisit un nouveau système en ligne permettant d'obtenir une vérification de casier judiciaire à partir de tout ordinateur branché à l'internet. Le système en ligne donna aux résidents, peu importe où ils habitent en ville, la capacité de demander une vérification des antécédents pour fins d'emploi ou bénévolat, et d'en recevoir les résultats par courrier ou courriel. Ce qui prenait auparavant plusieurs semaines à compléter était dorénavant transmis par voie électronique aux résidents dans les 48 à 72 heures suivant le dépôt de leur demande. Des copies postées des rapports prenaient autour d'une semaine à parvenir aux résidents ayant demandé une vérification.

Au début de 2017, il y avait un arriéré de huit à dix semaines de demandes à traiter. En novembre de la même année, l'arriéré avait été éliminé et toutes les vérifications de casier judiciaire étaient complétées et leurs résultats expédiés aux demandeurs dans un délai de 24 à 48 heures. En tout, le SPO traita 82 149 vérifications de casier judiciaire en 2017.



Le Service de police d'Ottawa déplaça en ligne ses services de vérification des antécédents, proposant une façon sans souci d'obtenir rapidement les résultats d'une vérification d'antécédents.

Le SPO souhaitait élaborer un plan de modernisation du service afin d'accroître le nombre d'outils à la disposition des agents et des civils dans leur travail. En janvier 2017, une entente générale touchant la prestation de services fut conclue entre le SPO et PwC pour mettre l'idée en pratique. PwC entreprit d'officialiser un plan de feuille de route GI/TI en mars l'an dernier, et en juillet présenta le travail terminé à la CSPO, qui l'autorisa à aller de l'avant. La feuille de route cherche à fournir aux membres de meilleurs outils pour appuyer la prise de décision fondée sur des données probantes, améliorer l'accès à l'information, et simplifier certaines tâches administratives pour mieux tirer profit des ressources. Cela comprend des concepts tels que l'utilisation de drones pour aider le travail de la police, une évolution vers un service de police plus mobile pouvant faire appel à la technologie pour partager instantanément l'information, et à l'infrastructure de base pouvant appuyer la mise en œuvre de ces nouvelles technologies.

Violence contre les femmes

Répondre aux problèmes liés à la violence à l'endroit des femmes demeure l'une des grandes priorités du Service de police d'Ottawa (SPO). En 2017, notre Unité des agressions sexuelles et de la violence faite aux enfants, aux côtés de notre Unité de la violence conjugale, ont travaillé assidûment auprès d'intervenants internes et externes afin de faire respecter, dans le cadre de toutes les enquêtes, une approche axée sur la victime. Ce mandat fut incorporé aux séances de formation internes des agents, de la première ligne aux enquêtes, décrivant précisément les techniques à employer auprès de personnes en situation de crise; dès le moment qu'elles signalent l'agression et du début à la fin de l'enquête.

Ces démarches engendrèrent un ensemble de tableaux consultatifs sur la Violence à l'endroit des femmes, tableaux renouvelant les paramètres afin d'assurer un dialogue cohérent entre le SPO et ses organismes partenaires. La dernière année vit également l'adoption d'une version, basée à Ottawa, du modèle philadelphien, après que le SPO eut passé en revue ses effets sur les victimes et les survivantes, et ajouta à l'équipe du SPO une nouvelle présidente représentant la collectivité. Ceci mena à l'élaboration des toutes premières tables de consultation pour intervenants en violence familiale et en violence sexuelle. Le travail fondamental complété en 2017 sera poursuivi en 2018, en vue d'assurer l'uniformité de processus, d'un bout à l'autre de la province, pour mieux servir certains des plus vulnérables membres de la collectivité.



QUAND ELLE EST INCONSCIENTE

Des relations sexuelles sans consentement = Agression sexuelle



Un exemple de la communication dans les médias sociaux qui servit, au fil de l'année, pour sensibiliser les gens aux agressions sexuelles.

Unité de la violence faite aux aînés

Les deux membres de l'Unité de la violence faite aux aînés du SPO vécurent une année 2017 très chargée et fort fructueuse. Avec le vieillissement continu de la population d'Ottawa, cette section du SPO a constaté une demande grandissante pour ses services, principalement en rapport à des questions de fraude et de violence verbale ou physique.

Visant à rejoindre un plus vaste public et à fournir des services essentiels à ce segment démographique, l'Unité rédigea un utile livret à l'intention particulière des gens n'étant pas en mesure d'utiliser l'internet ou mal à l'aise à son endroit. L'Unité de la violence faite aux aînés a distribué ces livrets, traduits en chinois, en pendjabi, en arabe, en anglais et en français, dans le cadre de présentations dans des foyers pour aînés et d'activités tenues par des partenaires communautaires. En 2018, des démarches ont été entamées pour produire d'autres traductions en espagnol, en allemand et en somalien, en vue de rejoindre un plus grand nombre de résidents.

Mais l'approche communautaire ne se résume pas à un livret. Après avoir répondu aux médias relativement à plusieurs manchettes parues en 2017 faisant état de troublantes allégations de maltraitance de patients âgés dans des foyers de la ville, l'Unité de la violence faite aux aînés eut recours à un ensemble de photos plastifiées pour faciliter la collecte de renseignements de la part de résidents non-verbaux. Ce nouvel outil améliore la communication entre les agents de l'Unité et les victimes éprouvant des difficultés verbales ou linguistiques. Par ailleurs, l'Unité consacra une forte proportion de l'année à former des agents et le personnel du 9-1-1 quant à la manière de répondre à des plaintes portant sur la maltraitance des aînés et à mieux servir ces résidents.

Mais pour l'Unité, le point saillant de l'année fut son alliance avec des partenaires communautaires comme le Busy Fingers Knitting Club, coordonné par Mme Eileen McCaughey. Ce groupe bénévole consacre ses temps libres à tricoter mitaines, chapeaux, écharpes et couvertures que notre Unité de la violence faite aux aînés apporte dans la communauté et distribue aux plus démunis.

[illegible][illegible]

Des exemples, en plusieurs langues, de livrets portant sur la violence à l'endroit des aînés.

Le Projet d'égalité

Le Projet d'égalité entre les sexes, dans sa phase IV, entreprit de afin d'appuyer et de mettre en valeur son travail.

En plus des travaux considérables de révision et de finalisation des politiques et procédures du SPO, nouvelles ou modifiées, qui furent présentées sous forme d'ébauche dans le cadre de la Phase III, la Phase IV comptait notamment:

- Un examen des questions d'égalité entre les sexes mené par le Dr Carina Fiedeldey-Van Dijk et son équipe d'ePsy Consultancy et portant sur les politiques et procédures finalisées, faisant à nouveau appel à l'outil Equality Framework©;
- L'élaboration d'un plan d'éducation et de sensibilisation – y compris un programme de formation – pour voir à ce que l'ensemble de la main-d'œuvre du SPO soit bien informée et sensibilisée quant aux nouvelles politiques et procédures du SPO;
- La consultation des membres du SPO en vue d'expliquer les modifications aux politiques et aux procédures, et pour identifier des soucis particuliers;
- L'inauguration des nouvelles approches du SPO en matière des mutations et de l'avancement;
- Des recherches supplémentaires menées par le Dr Linda Duxbury et son équipe comprirent des entretiens approfondis auprès de membres du SPO pour se pencher davantage sur certaines des questions de culture et autres obstacles identifiés dans le cadre du sondage de la phase III.

Alors que le SPO achevait son travail dans le cadre du Projet d'égalité entre les sexes, il débuta l'adaptation du projet en programme durable du SPO. En 2018, le SPO poursuivra son travail en matière d'égalité des sexes et intégrera les initiatives du projet au Programme lieux de travail équitable. Ce programme assurera une amélioration continue des initiatives d'égalité entre les sexes et l'instauration continue du Bureau de l'équité, la diversité et l'inclusion.





Le SPO était fier de côtoyer ses partenaires lors de leurs efforts communs de sensibilisation à la conduite inattentive

Sécurité routière

Les résidents d'Ottawa se préoccupent de la sûreté routière pour tous les usagers; en conséquence, celle-ci demeure l'une des grandes priorités du SPO. L'année 2017 fut mouvementée pour les Services d'aide à la circulation, qui ont collaboré de près avec notre précieux partenaire, le Programme d'amélioration de la sécurité des routes à Ottawa.

Le SPO continua à faire appel à son lecteur automatique de plaques d'immatriculation (LAPI) avec beaucoup de succès, détectant 273 conducteurs faisant l'objet d'une suspension de permis ou d'une interdiction de conduire et récupérant quatre véhicules volés l'an dernier. Le (PASRO) accorda de plus amples moyens aux Services d'aide à la circulation avec l'achat d'un deuxième LAPI, qui sera utilisé à divers endroits à travers la ville. Jusqu'ici, les LAPI ont généré près de 1M\$ en amendes.

Parmi les initiatives de l'année, on compte: le projet SmartCone, dans le cadre duquel des caméras thermiques furent installées au long des voies cyclables de la rue O'Connor, pour rehausser la sûreté de nos cyclistes; un cours de conduite préventive pour motocyclistes plus poussé, enseigné à 24 participants – dont l'une qui sut mettre en pratique ses nouveaux acquis sur le chemin de la maison après un cours; et le Comité d'examen des collisions mortelles (CECM), un partenariat entre le SPO, le bureau du coroner, le Transport de la Ville d'Ottawa, et le (PASRO). Le CECM consiste en un groupe d'experts qui passe en revue chaque collision mortelle afin de déterminer si la sensibilisation, l'ingénierie, des mesures de répression ou de prévention auraient été susceptibles d'atténuer les résultats et de sauver une ou plusieurs vies.

En 2017, les Services d'aide à la circulation furent dotés d'un analyste chargé d'appuyer les mesures policières proactives, tel qu'envisagé par l'Initiative d'amélioration des services. L'analyste compile l'ensemble des plaintes liées à la circulation portées par les résidents du secteur, des données des panneaux radar afficheurs de la municipalité, ainsi que les données sur les collisions, et établit des zones ciblées pour un usage stratégique de ressources afin d'accroître la sûreté publique avec un maximum d'efficacité. Tout cela, jumelé à une présence robuste dans les médias sociaux, permet aux Services d'aide à la circulation de sensibiliser les gens, les incitant possiblement à revoir leur comportement au volant.

L'année se termina avec l'achèvement et l'approbation du Plan de circulation du SPO, qu'on peut actuellement consulter au ottawapolice.ca/TrafficPlan.



L'agent Phil Kane explique à un automobiliste pourquoi on l'a intercepté.

Accessibilité

Le Service de police d'Ottawa (SPO) croit fermement en l'importance d'offrir à chacun un service inclusif, et recherche toujours des occasions d'améliorer les services qu'il propose à la collectivité.

Volets plastifiés avec braille

En 2017, le SPO mit à la disposition de ses agents des rabats transparents avec braille à apposer sur leur insigne de portefeuille. Ces rabats donnent aux agents le moyen de s'identifier efficacement auprès d'un membre du public aveugle ou partiellement voyant.

Système téléphonique

Le SPO a aussi introduit un numéro unique à composer pour les appels non-urgents. En outre, au lieu de devoir trouver le bon numéro de poste pour joindre le correspondant souhaité, le nouveau système de réponse vocale intégrée (RVI) vous achemine à la section ou la personne appropriée.

Connecté et protégé, MedicAlert

Le SPO s'est associé à la Fondation MedicAlert Canada et son programme Connecté et protégé. Cette nouvelle initiative, visant à rehausser la sûreté des membres les plus vulnérables de la collectivité (par exemple, au cas où ils disparaîtraient), aidera les agents à mener des recherches avec plus d'efficacité, ce qui peut faire pencher la balance. Ce service donne aux agents du SPO par la voie de l'identification MedicAlert des abonnés, un accès 24 h à leurs renseignements médicaux, qu'il s'agisse d'autisme, de la maladie d'Alzheimer, ou d'autres troubles médicaux.



Le SPO s'associa à MedicAlert en 2017 afin d'améliorer la sûreté des plus vulnérables résidents d'Ottawa.

Services de sûreté communautaire – Maintenir un point de liaison

Le SPO reconnaît que ses partenaires communautaires ont besoin d'un interlocuteur localisé auprès duquel ils peuvent exprimer les préoccupations, et qui connaît et comprend leur quartier. Dans le cadre de l'Initiative d'amélioration des services (IAS), le nouveau modèle de déploiement des services de première ligne (DSPL) comprenait la constitution d'une Section des services de sûreté communautaire (SSC). La section a pour fonctions d'appuyer la mobilisation de ressources relatives aux questions de sûreté communautaire, de fournir des renseignements, de répondre aux inquiétudes de la collectivité, et de prévoir la participation de membres du SPO à des réunions et des activités dans la communauté.

Unité de lutte contre la traite de personnes

Un an après son inauguration officielle au sein du SPO, l'Unité de lutte contre la traite de personnes fait déjà de grands progrès pour identifier et inculper ceux qui s'adonnent à ce type de comportement prédateur, et pour secourir les prisonnières de ce commerce déshumanisant. En 2017, l'ULCTP connut une hausse de 21% du nombre d'affaires qui lui furent attribuées, et qui menèrent à 164 accusations criminelles portées contre 26 personnes et trois jeunes contrevenants, des affaires en cours d'examen devant la justice. Cette croissance découle certes d'un travail policier minutieux, mais l'ULCTP a aussi été proactive dans ses efforts de sensibilisation du public, notamment par de nombreuses présentations offertes à la collectivité, l'ensemble contribuant à un succès accru.

L'ULCTP initia des mesures policières proactives tout au fil de l'année, y compris l'opération Touchdown, en novembre, où des agents du SPO circulèrent dans la communauté, descendant dans divers hôtels et prenant contact avec les

travailleuses du sexe dans les jours précédant la tenue de la Coupe Grey. L'opération Touchdown permit d'identifier de nombreux nouveaux prédateurs, et de secourir deux travailleuses du sexe.

Le commerce du sexe, de par sa nature, n'est pas un problème localisé. Il affecte les villes et les cités partout dans le monde. C'est pourquoi nous prisons les partenariats provinciaux, nationaux et internationaux que nous entretenons avec d'autres services et organismes policiers, afin de mettre en commun les renseignements portant sur ce commerce souvent transitoire.

Qui plus est, l'ULCTP a joué un rôle déterminant dans l'élaboration de nouveaux travaux de cours au Collège canadien de police comme au Collège de police de l'Ontario, en collaboration avec les Services de renseignements criminels de l'Ontario, afin que tous les services policiers agissent à partir du même mode opératoire normalisé. Des méthodes cohérentes amélioreront les chances de réussite pour non seulement éliminer ces prédateurs de nos communautés, mais aussi de venir en aide à certains des plus vulnérables membres de la collectivité.

Les appels de service remarquables

Les agents de police sont formés afin d'intervenir en cas d'urgence et leur vigilance n'est pas une chose qu'ils endossent ou retirent en même temps que leur uniforme.

Le 25 mars 2017, l'agente Tina Pippy déjeunait avec une amie au restaurant Chances 'R' lorsqu'elle aperçut une jeune fille qui s'étouffait. La mère de l'enfant ne savait que faire, et Tina se porta immédiatement à son secours. Après s'être identifiée comme policière, elle effectua la manœuvre de Heimlich, déloguant l'obstruction de la gorge de la fillette.

L'enfant était autrement indemne. Grâce à l'intervention rapide de l'agente Pippy, d'autres soins médicaux ne furent pas nécessaires.

L'agente Pippy déclare : « Ça faisait partie de ma routine, même si j'étais en congé. Je ne cesse jamais d'être policière, même quand je n'ai pas l'uniforme sur le dos. Je suis reconnaissante d'avoir été formée en premiers soins, et d'avoir été bien placée pour prêter main-forte. »

La famille de la fillette fut aussi reconnaissante, se tournant vers les médias afin d'identifier cette agente si serviable. Dans le feu de l'action, ils avaient complètement oublié de lui demander son nom, mais ils tenaient à la remercier.

L'agente Pippy reçut une mention élogieuse pour son intervention.

A row of Ottawa Police motorcycles, white with blue and red stripes, parked in front of a large Gothic cathedral with a prominent green-roofed tower. The motorcycles have "POLICE" and "Ottawa" written on them. A white rectangular box is overlaid on the left side of the image, containing the section title.

Section 5. Notre rendement

Le SPO travaille continuellement à assurer que les services offerts au public soient efficaces et efficaces. L'une des manières d'y parvenir est de surveiller notre rendement et les statistiques sur la criminalité. Ceci nous permet de voir à ce que les ressources soient affectées là où le plus grand besoin se fait sentir.

Pour démontrer les progrès accomplis par rapport aux cibles établies, nous avons instauré un cadre de mesure du rendement (CMR). Le CMR s'inspire des travaux du professeur de la Harvard Kennedy School of Government, Mark Moore, que nous avons combinés à l'apport de Sécurité publique Canada (recherche sur les données-repères nationale) et du Comité consultatif sur les citoyennes et citoyens.

Les résultats cibles

1. Réduire la criminalité et la victimisation
2. Tenir responsables les contrevenants
3. Réduire la crainte et améliorer la sécurité personnelle
4. Assurer le civisme dans les lieux publics par la résolution des problèmes touchant les quartiers
5. Utiliser la force et le pouvoir avec justesse, efficience et efficacité
6. Utiliser les ressources financières avec justesse, efficience et efficacité
7. Assurer la qualité des services et la satisfaction de la clientèle
8. Mobiliser les membres

Statistiques sur la criminalité

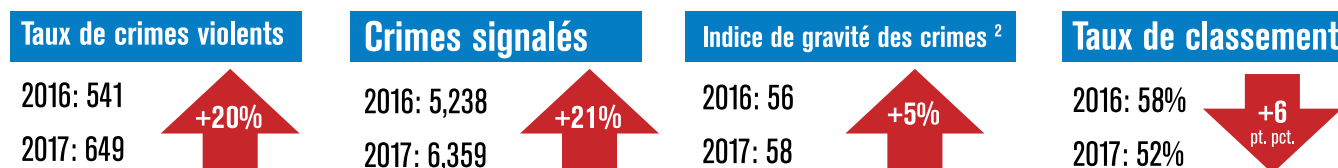


En 2017, le taux global de criminalité à Ottawa a augmenté de 3%, atteignant 3524 infractions par tranche de 100 000 résidents. Le nombre de crimes signalés a aussi augmenté de quatre pourcent, atteignant 34 505 infractions en 2017. Comme par les années antérieures, le SPO continue de classer plus de 37% des infractions au Code criminel du Canada (hormis celles liées à la circulation).

En 2017, l'indice de gravité de la criminalité pour Ottawa a légèrement augmenté, se chiffrant à 49. L'IGC est une mesure de la criminalité signalée à la police qui indique la gravité relative d'infractions individuelles et suit l'évolution de la gravité des crimes au fil du temps. Cet outil nous permet de savoir si la criminalité fut plus ou moins grave que dans les années antérieures.

Visitez le ottawapolice.ca pour visualiser les tendances en matière de criminalité à Ottawa dans son ensemble et par quartier, 2016–2017.

Les crimes violents



¹ Les valeurs indiquées sont des estimations et ne représentent pas l'IGC officiel publié par Statistique Canada.

² Les valeurs de l'indice de gravité des crimes violents sont des estimations et ne représentent pas l'IGC officiel publié par Statistique Canada.

La criminalité violente fait référence aux infractions au Code criminel identifiées comme « crimes contre la personne ». Précisément, un crime violent, c'est tout crime où un contrevenant utilise ou menace d'utiliser la force contre une victime. Ces délits comprennent les homicides, les tentatives de meurtres, les agressions, les vols qualifiés³, les agressions sexuelles, la profération de menaces ou l'intimidation.

Cette croissance fut entraînée par une augmentation des proférations de menaces, des communications harcelantes, des voies de fait et des délits sexuels. D'autres facteurs, notamment une sensibilisation accrue de la population et une signalisation plus accessible ont contribué à une déclaration accrue des incidents. Un examen plus détaillé de ces éléments figure dans la section Survol statistique du rapport annuel.

La gravité globale de la criminalité grimpa de cinq pourcent, se chiffrant à 58 en 2017, tandis que le taux de classement des crimes violents diminua de six pourcent, se chiffrant à 52 pourcent en 2017.

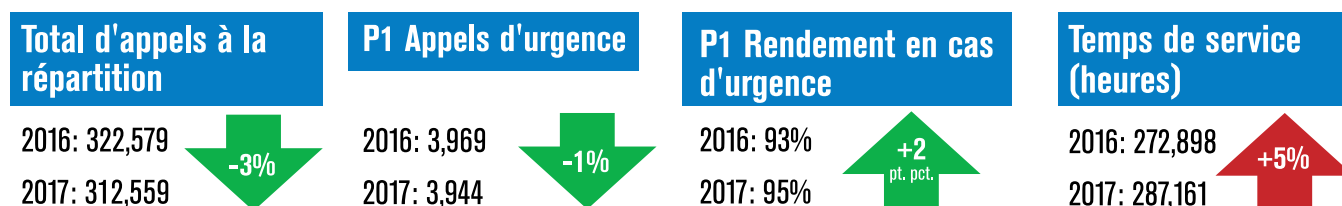
Les crimes sans violence



Les crimes sans violence comprennent à la fois les infractions contre les biens et les autres infractions au Code criminel. Ces crimes comprennent des gestes illicites pour acquérir des biens, mais ne comprennent pas l'utilisation ou la menace de violence contre la personne. Les crimes contre les biens comprennent notamment les incendies criminels, les introductions par effraction, les vols, les méfaits et la fraude.

Les vols de moins de 5000\$, les fraudes et les méfaits constituent la plupart des infractions pénales perpétrées dans l'ensemble de la ville en 2017. Le nombre de cas de fraude augmenta l'an dernier (16%), surtout en raison de délits liés aux cartes de crédit. Les vols de moins de 5000\$ (-2%), les méfaits (-7%) et les introductions par effraction (-7%) connurent tous une baisse l'an dernier. L'IGC des crimes sans violence baissa d'un pourcent, se retrouvant à 45 en 2017, tandis que le taux de criminalité non violente demeura stable. Le SPO continue de classer environ 33% des infractions non violentes.

Appels de service



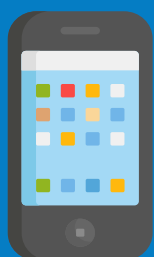
Le SPO reçut près de 670 000 appels en 2017, qui comprenaient les appels au centre des communications, à la répartition, au 911 et autres appels d'urgence. Une baisse globale de 17 pourcent du nombre d'appels découle en partie des appels au standard qui furent éliminés grâce aux améliorations apportées au système de réponse vocale interactif (RVI).

³ À l'opposé du simple vol, le vol qualifié comprend une menace de violence

⁴ Les valeurs de l'indice de gravité des crimes sans violence sont des estimations et ne représentent pas l'IGC officiel publié par Statistique Canada.

En 2017, plus de 312 000 appels furent saisis dans le système de répartition assistée par ordinateur (SRAO) du SPO, soit une baisse de trois pourcent par rapport à 2016. Parmi ces appels, environ 75 pourcent nécessitaient une présence policière sur les lieux. Près de 4000 de ces appels furent classés comme Priorité 1, ce qui signifie qu'il y avait danger imminent pour la vie, risque réel ou potentiel de blessure corporelle ou de mort, crime en cours ou imminent. Pour ces appels de Priorité 1, le SPO arriva sur les lieux dans les 15 minutes, 95 % du temps, une légère amélioration par rapport à l'année précédente. Le nombre d'appels proactifs générés par les agents du SPO diminua de six pourcent en 2017.

Lorsque vous avez appelé en (2017)



Nombre total d'appels reçus

668 995



Saisis dans le système de répartition

312 559



Nombre d'appels nécessitant une présence policière

235 535



Appels des membres du public

149 243



Appels proactifs générés par les agents du SPO

86 310



Signalements consignés

92,762



Signalements en ligne

17 126

Priorité 1
3 944

Priorité 2
30 399

Priorité 3
44 865

Priorité 4
172 178

Priorité 5
3 408

Priorité 6
56 737

Priorité 7
1 028

Urgence

Non-urgence

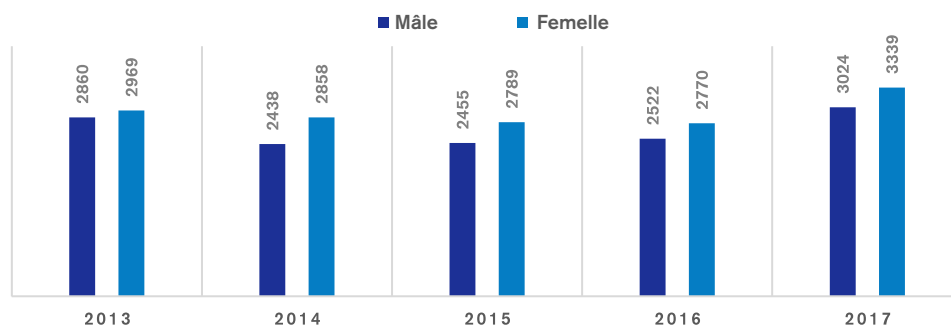
Le temps de service renvoie à la quantité cumulative de temps (en heures) que les agents consacrent à répondre aux appels de service du public et à les traiter. La mesure du temps de service sert à la planification opérationnelle et au déploiement du personnel. En 2017, le temps de service augmenta de 5%, dépassant légèrement les 287 000 heures.

L'aide aux victimes de la criminalité

En 2017, 6363 personnes furent victimes d'un crime violent à Ottawa. Comme par les années passées, la proportion de victimes masculines et de victimes féminines fut répartie uniformément autour de 50 %, bien que la nature de la victimisation diffère. Les données signalées à la police indiquent que les hommes sont plus susceptibles d'être victimes d'une agression, d'un vol qualifié, d'une tentative de meurtre ou d'un homicide, tandis que les femmes sont principalement victimes d'agressions sexuelles et d'enlèvements.

L'Unité d'aide aux victimes en situation d'urgence (UAVSU) du SPO offre des interventions en cas de crise et des interventions post-traumatismes aux victimes de la criminalité et de circonstances tragiques. Parallèlement au processus d'enquête, les victimes se voient offrir du soutien de crise et post-traumatismes, des renseignements sur le système de justice pénale, du soutien, des services de défense des droits et des aiguillages vers les ressources communautaires pour du soutien à plus long terme.

En 2017, l'Unité d'aide aux victimes en situation d'urgence du SPO appuya plus de 2700 victimes, totalisant plus de 7000 interventions. Les cas de violence conjugale, de menaces et d'agression sexuelle représentèrent 50 pourcent des interventions de l'UAVSU du SPO. En outre, le partenariat entre l'UAVSU et Services aux victimes d'Ottawa continua à faire croître la capacité d'assistance aux victimes d'actes criminels qui entrent en contact avec le SPO. Grâce à ce partenariat, plus de 7000 victimes furent réparties et servies par Services aux victimes d'Ottawa, donnant lieu à plus de 13 000 interventions.



L'UAVSU collabore étroitement auprès de divers partenaires et intervenants communautaires et continue à forger des liens dans la collectivité. Cette année, l'UAVSU du SPO a collaboré avec le Centre de ressources communautaires Rideau-Rockcliffe à l'élaboration et la prestation d'une formation sur le Post Incident Support Network Response. Cette formation met l'accent sur le partage de renseignements et de connaissances en vue de soutenir les communautés touchées par la violence ou des événements traumatisants.

L'UAVSU prit part à la Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels 2017 et s'associa au Collège Algonquin et plusieurs organismes communautaires afin de présenter une journée de formation permettant aux dirigeants locaux, aux partenaires juridiques et aux citoyens de participer à une conversation fort nécessaire au sujet des handicaps et de la victimisation.

À la suite de 14 homicides, l'Unité s'adressa aux proches des victimes et aux témoins des événements afin de s'assurer de la disponibilité des soutiens et des ressources nécessaires. En outre, l'Unité prit part à de nombreuses activités de développement communautaire pour assurer la mise en place d'appuis et de ressources dans l'entière collectivité lorsque surviennent des événements traumatisants à travers la ville.

Statistiques sur la circulation et la sécurité routière, 2016- 2017

Les infractions routières au Code criminel comptent la conduite avec facultés affaiblies, la conduite dangereuse, la conduite pendant une période d'interdiction et fuite en vue d'échapper à un agent de la paix. En 2017, le nombre d'infractions à la circulation en vertu du Code criminel diminua de 4%, soit de 29 incidents. Le nombre d'infractions liées à la conduite d'un véhicule avec facultés affaiblies (-5%) diminua pour une deuxième année de suite; cependant, les infractions liées à la conduite dangereuse connurent une hausse de 31% par rapport à 2016.

Infractions aux règlements de la circulation prévues au Code

2016: 749

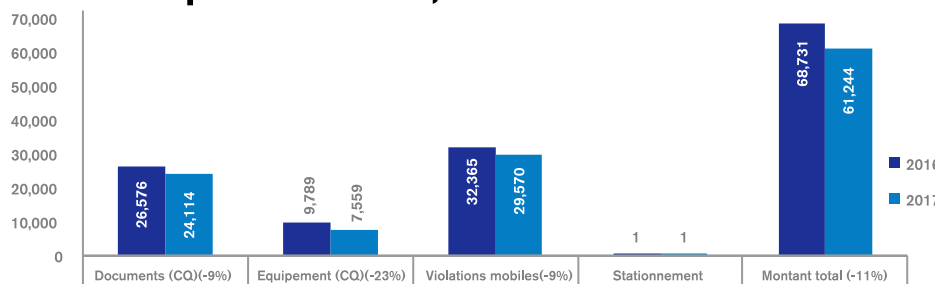
2017: 715



Les avis d'infractions provinciales (Partie I) sont délivrés en vertu des lois municipales, provinciales et fédérales. On compte quatre catégories d'infractions: documents, équipement, circulation et stationnement. Les infractions relatives aux documents comprennent les violations de l'« imprimé » liées aux assurances, aux licences et aux permis de conduire. Les infractions liées à l'équipement portent notamment sur le défaut d'entretien du véhicule, le non-port des ceintures de sécurité, et l'utilisation d'un appareil portatif en conduisant. Les infractions aux règles de la circulation portent sur les cas où le véhicule est en mouvement, dont l'omission de s'immobiliser à un signal d'arrêt ou les excès de vitesse.

En 2017, le nombre d'avis d'infractions provinciales (Partie I) délivrés connut un recul de près de 7500, soit une baisse de 11 pourcent par rapport à 2016. Cette diminution du nombre d'AIP relève du fait que le nombre d'avertissements délivrés en 2017 fut inférieur de 5828 par rapport à l'année précédente.

Avis d'infractions provinciales, 2016-2017

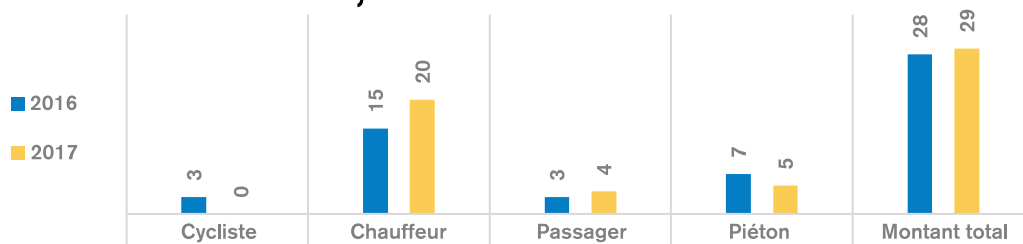


Le nombre total des collisions survenues dans la Ville d'Ottawa demeura relativement stable en 2017, avec 22 collisions de plus qu'en 2016. Les collisions causant des dégâts matériels comptèrent pour 83% des incidents ayant fait l'objet d'enquêtes de la part du SPO. L'an dernier, Ottawa connut 2657 collisions entraînant

des blessures, dont 25 occasionnant des blessures mortelles.

Aucun cycliste ne perdit la vie lors de collisions en 2017, et il y eut deux pertes de vie de piétons de moins qu'au cours de l'année précédente. Les 25 collisions mortelles firent 29 victimes, soit 20 conducteurs, quatre passagers et cinq piétons.

Décès routiers à Ottawa, 2016-2017



Le coût des services policiers

Le SPO comprend bien que la collectivité s'attend d'une organisation qu'elle lui en donne pour son argent. Les dépenses nettes pour 2017 sont présentées au sein du tableau ci-dessous, faisant état d'un déficit de 3 367 247\$. Ce déficit fut le résultat de plusieurs défis occasionnés par: une augmentation des frais liés à la CSPAAT et l'AILD, les règlements d'assurance et juridiques, le manque à gagner des Centre de rapport des collisions (CRC), des économies retardées et des dépenses liées aux heures supplémentaires. Ces pressions furent en partie compensées par un report du programme du parc automobile et autres réductions des dépenses.

Coût des services policiers

2016: 279,7M\$

2017: 289,2M\$

+3.4%

	2013		2014		2015		2016		2017		5-Year Average		Change %	
	Prévue	Réelle	Prévue	Réelle	Prévue	Réelle	Prévue	Réelle	Prévue	Réelle	Prévue	Réelle	Prévue	Réelle
Rémunération et avantages sociaux	233 362	236 419	238 121	240 911	246 994	248 915	250 677	259 718	257 949	266 285	245 421	250 450	2.9%	2.5%
Matériel et services	14 647	15 148	17 409	18 010	19 872	19 959	22 481	22 761	26 833	25 556	19 823	19 835	9.9%	2.4%
Autres frais internes	8 188	8 548	8 542	8 821	8 445	9 264	8 673	9 910	9 028	8 033	8 575	8 915	4.1%	-18.9%
Charges financières	18 893	18,897	17,523	16,923	19,024	19,789	21,541	20,690	23,972	23,959	20 191	20,052	11.3%	15.8%
Coûts liés au parc automobile	5 103	4 953	4 995	4 606	4 293	4 125	4 243	4 162	4 243	4 498	4 575	4 469	0.0%	8.1%
Transferts / Subventions	27	20	27	22	27	24	82	43	132	105	59	43	61.0%	144.2%
Total brut des dépenses	280 220	283 985	286 617	289 923	298 655	302 076	307 697	317 284	320 033	326 178	298 644	303 889	4.0%	2.8%
Recouvrements et allocations	(23 959)	(27 828)	(24,736)	(28,144)	(28,757)	(32,248)	(30,701)	-	(34,173)	(36,952)	(28 465)	(32 542)	11.3%	-1.6%
Total net des dépenses	256 261	256 157	261 881	261 149	269 898	269 828	276 997	279 746	285 859	289 226	270 179	271 221	3.2%	3.4%

Pour plus de détails sur le budget du SPO budget, veuillez consulter le www.ottawapolice.ca ou, pour consulter le Rapport financier annuel 2017, visitez le www.ottawapoliceboard.ca

Frais liés à la CSPAAT et l'AILD

En fin d'année, le budget des frais liés à la CSPAAT et l'AILD affichait un déficit de 1 700 000\$. La croissance du nombre de réclamations auprès de la CSPAAT est principalement une conséquence d'une nouvelle loi présomptive autorisant les réclamations liées aux blessures de stress opérationnel (BSO), jumelée avec un volume accru de réclamations et de temps perdu. En outre, le SPO fut informé en avril du fait que la Great West Life augmenterait de 12 pourcent ses taux de cotisation en assurance-invalidité de longue durée (AILD), à compter du 1er mai 2017, une conséquence d'un nombre croissant de réclamations d'AILD.

Les réclamations d'assurance et les règlements judiciaires

Le SPO est auto-assuré quant aux réclamations à concurrence de 3M\$. À mesure que les règlements sont conclus, ils sont approuvés suivant les besoins, signalés à la Commission puis acquittés. Même si nous disposons d'un budget pour frais juridiques et réclamations, l'ampleur et la tombée de ces réclamations varient considérablement d'une année à l'autre. Cette année, plusieurs revendications et règlements eurent lieu en fin d'année, dont une importante décision sur les frais d'indemnisation, qui donna lieu à un déficit de 1 300 000\$.

Économies retardées

Un objectif d'économie de 2 000 000\$ avait été fixé dans le cadre du budget 2017. On prévoyait comme principale source les revenus annualisés permanents de plus de 2M\$ découlant de la grille tarifaire envisagée pour les vérifications d'antécédents en ligne. Le retard dans sa mise en œuvre donna lieu à un manque à gagner de 1 400 000\$ par rapport à l'économie visée.

Les frais en heures supplémentaires

Le budget des heures supplémentaires a conclu l'année avec un déficit de 1 100 000\$. 15 homicides et 71 fusillades eurent lieu en 2017, causant d'importantes pressions en heures supplémentaires sur nos unités d'enquête, mais le facteur primordial fut la pénurie de personnel et la lourde charge de travail à travers l'organisation.

Recettes des Centres de rapport des collisions (CRC)

Les ventes de rapports de collision demeurent inférieures à leur nombre prévu. Le modèle des Centres de rapport des collisions (CRC) avait été élaboré en presumant qu'on vendrait les formulaires de rapports dans 55% des cas de collisions. À ce jour, le chiffre réel oscille autour de 15%. Le personnel commence à travailler

avec les sociétés d'assurance pour explorer le motif d'un chiffre de ventes si faible. En 2017, nous avons connu un manque à gagner de 1 000 000\$.

Remplacement du parc automobile

En 2017, une solution-clé pour contrer la pression budgétaire fut le report du remplacement prévu d'environ 60 véhicules du parc automobile. Cette mesure – à titre exceptionnel - permet au Service de transférer 2 400 000\$ de la réserve pour remplacement du parc vers le Budget d'exploitation. Le plan de report fut réalisé en prolongeant la durée d'utilisation de véhicules et en alternant les véhicules à faible et à fort kilométrage.

Réduction des dépenses – Blocage des dépenses facultatives

Une ordonnance de blocage des dépenses facultatives fut communiquée aux gestionnaires du SPO en mai 2017. Celle-ci exigeait que les dépenses soient axées sur les biens et services appuyant la santé et la sûreté des membres, les opérations et l'infrastructure essentielles. Cette mesure permet d'économiser 1 700 000\$.



Les membres de notre police auxiliaire nous prêtent main-forte dans le cadre d'initiatives de liaison communautaire et d'activités présentées par le SPO.

Les partenariats de subvention

En 2017, le SPO obtint plus de 11M\$ par l'entremise de partenariats gouvernementaux. Ceux-ci sont résumés ci-dessous.

Stratégie provinciale de protection des enfants contre l'exploitation et les agressions sexuelles sur Internet 445 720\$

Financement de la part du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels pour permettre à des équipes d'enquête spécialisées d'enquêter sur des cas de leurre d'enfants en ligne et d'en identifier les victimes.

Programme RIDE (Reduce Impaired Driving Everywhere) 50 403\$

Financement annuel de la part du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels en vue de mener à longueur d'année des contrôles routiers R.I.D.E. et renforcer les mesures de lutte contre la conduite avec facultés affaiblies, notamment sous forme de répression supplémentaire sur les routes, les voies navigables et les sentiers.

Stratégie provinciale d'intervention contre la violence (SPICV) 327 020\$

Financement de la part du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels qui appuie la répression ciblée dans des zones géographiques où évoluent des bandes de rue avec la mise sur pied d'initiatives de prévention du crime, en forgeant des liens avec les jeunes à risque et en mobilisant les communautés.

Programme provincial de matériel de surveillance électronique (PPMSE) 105 188\$

Le PPMSE finance des activités de lutte contre le crime organisé et les crimes graves, et les initiatives axées sur les produits de la criminalité.

Initiative Expérience de travail dans les services policiers pour les jeunes (IETSPJ) 209 175\$

Financement de la part du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse qui offre, aux élèves du secondaire âgés de 15 à 18 ans, des possibilités d'emploi d'été et d'hiver au sein du Service de police d'Ottawa. Ces jeunes aident à améliorer les relations entre la police et la collectivité tout en contribuant à l'acquisition de compétences professionnelles pouvant aboutir à une carrière dans la police.

Programme d'efficacité et de modernisation (PEM) des services policiers 3 459 000\$

Financement de la part du Ministère de la sécurité communautaire et des services correctionnels à l'appui de la Stratégie pour une meilleure sécurité en Ontario. Trois initiatives furent appuyées:

- Lutte contre la traite des personnes
- Santé mentale
- Centre des opérations stratégiques

Sécurité des tribunaux – transport des prisonniers (STTP) 3 544 600\$

Cette subvention provinciale de sept ans du Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario (FPMO) contrebalance les dépenses municipales pour assurer la sécurité dans les tribunaux provinciaux et le transport des prisonniers.

Soutien fédéral des coûts de services policiers extraordinaires dans la capitale nationale, 2 000 000\$, plus allocation unique de fonds supplémentaires de 1 200 000\$ pour la Fête du Canada prolongée

Depuis 2010, le gouvernement fédéral a offert à la ville d'Ottawa une compensation de l'ordre de 2 M\$ par année, pour l'aider à assumer les coûts liés à la prestation dans la capitale nationale de services policiers extraordinaires qui ne sont pas assumés par ailleurs en vertu d'ententes de recouvrement des coûts liés aux événements particuliers. En 2017, un financement complémentaire de 1,2M\$ fut accordé en rapport aux coûts différentiels occasionnés par la Fête du Canada étalée sur trois jours.

POC FLP – HealthIM – Améliorer l'intervention d'urgence collaborative en matière de santé mentale par la technologie 70 000\$

Financement appuyant l'innovation pour améliorer l'intervention à l'endroit de personnes en situation de crise de santé mentale.

Les normes professionnelles

Nombre total des plaintes reçues		Plaintes du public		Plaintes menant à des mesures disciplinaires		Plaintes résolues dans l'année suivant leur réception
2016: 401 2017: 353	-12%	2016: 216 2017: 192	-11%	2016: 57 2017: 48	-16%	2016: 82% 2017: 76%

Le SPO prend très au sérieux les plaintes et l'enquête sur les plaintes, et saisit pleinement l'importance d'un travail d'enquête impartial et transparent. L'une des manières dont nous cherchons à gagner la confiance du public est de voir à la présence des niveaux de contrôle qui tiennent responsables notre service et nos membres.

La surveillance de la police est une facette essentielle pour assurer la confiance du public envers la police. Plusieurs niveaux de surveillance sont établis en Ontario pour voir à ce que les plaintes soient traitées avec transparence, équité et efficacité. Les organismes de supervision, internes comme externes, agissent à titre de mécanismes de responsabilité auprès des services policiers et de leurs membres. En vertu des pouvoirs délégués par le chef de police, notre Section des normes professionnelles (SNP) a le pouvoir de mener des enquêtes et de faciliter la résolution des plaintes formulées à l'interne (plaintes du chef) et les plaintes publiques formulées par l'entremise du Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police.

Le SPO classe chaque plainte portant sur la conduite selon le type d'allégation soulevée. Là où il y a plus d'une allégation, l'allégation la plus grave est utilisée pour classer la plainte. Le classement donne une idée des types de situations qui génèrent des enquêtes sur les plaintes. En tout, 353 plaintes furent formulées en 2017, une baisse de 12% à comparer à 2016. Cette diminution peut être attribuée au moindre nombre de plaintes de la part du public (-11%) et du chef (-13%).

L'inconduite englobe un large spectre d'allégations, notamment des gestes inappropriés tels que les perquisitions et saisies non autorisées, les infractions liées aux appareils de surveillance aux feux rouges, le piètre jugement, des collisions impliquant des véhicules motorisés fautifs, l'abus de pouvoir, le manquement au devoir de confidentialité et l'insubordination. Par rapport à 2016, le nombre de plaintes d'inconduite diminua de 16 pourcent en 2017.

De plus amples renseignements sur toutes les activités de la SNP et la marche à suivre pour formuler une plainte se trouvent au www.ottawapolice.ca



Interactions réglementées

Le 22 mars 2016, le gouvernement de l'Ontario fit l'annonce du Règlement de l'Ontario 58/16 intitulé « Collecte de renseignements identificatoires dans certaines circonstances - interdiction et obligations ». Le règlement prévoit de nouvelles règles portant sur des interactions volontaires entre la police et le public, qui sont conçues afin que ces interactions réglementées se déroulent sans parti pris ou discrimination. Il établit des règles portant sur la collecte, la rétention, l'accès et la gestion des données, la formation, la politique et la procédure, et comprend des exigences en matière de vérification et de présentation de rapports destinés au public. Le Règlement exige que les agents de police suivent, tous les trois ans, une formation poussée sur les interactions réglementées, en salle de classe et en ligne.

Le nouveau règlement s'applique lorsque les agents tentent de recueillir des renseignements identificatoires auprès d'une personne qui leur est inconnue lors d'une interaction en face-à-face. Cependant, le règlement ne s'applique pas si les agents soupçonnent raisonnablement que l'interaction est nécessaire pour enquêter sur une infraction qui a été ou sera commise. Le SPO travailla de concert avec des policiers et avec ses partenaires provinciaux afin d'assurer sa conformité aux exigences prévues par la nouvelle loi. En ce qui concerne le SPO, ce nouveau Règlement eut d'importantes répercussions imprévues, notamment sur la formation, sur la gestion et l'entreposage des données et sur le signalement.

Le SPO mit la nouvelle façon de procéder le 28 mars 2017. Depuis lors, le SPO a recueilli des renseignements auprès de sept personnes, soit six de sexe masculin et une de sexe féminin, appartenant à divers groupes racialisés et tranches d'âge. Les données recueillies indiquent que les interactions réglementées eurent lieu

Nombre de tentatives de collectes (incidents).

2016: -

2017: 5

% S/O

Nombre de particuliers auprès dequels on recueille des renseignements

2016: -

2017: 7

% S/O

à divers endroits à travers la ville. Étant donné la petite taille de l'échantillon de la première année, il est difficile d'identifier des tendances, des hypothèses ou des conclusions à partir des données disponibles. Le nombre d'interactions réglementées à Ottawa correspond aux chiffres d'autres services de police de la province.

Un examen indépendant du règlement est dirigé par le Juge Tulloch. L'examen vise à recueillir la rétroaction des intervenants des secteurs public, privé et gouvernemental pour assurer l'efficacité de cette nouvelle législation.

Vous trouverez de plus amples détails sur la Collecte de renseignements identificatoires au sein du rapport présenté le 29 janvier 2018 à la Commission de services policiers d'Ottawa [https://www.ottawapolice.ca/en/about-us/resources/Regulated_Interactions_2017Annual_Report_Final.pdf].

Les interventions policières exigeant le recours à la force

Dans le cadre de leurs fonctions, nos agents sont parfois confrontés à des situations où ils doivent employer de la force pour assurer la sûreté du public et de leurs personnes. Le Règlement 926, « Matériel et usage de la force », en vertu de la Loi sur les services policiers, stipule les exigences relatives au recours à la force, notamment l'emploi d'armes autorisées, la formation, la déclaration, et l'usage et les caractéristiques techniques liées aux options autorisées de recours à la force.

Une formation annuelle en recours à la force est une composante obligatoire de la formation des agents. Elle dote nos agents de la formation et des compétences nécessaires pour bien évaluer, planifier et agir convenablement pour résoudre une situation. Il convient de noter que de saines techniques de communication et de désamorçage demeurent au premier plan de tout échange avec le public.

Les rapports sur le recours à la force doivent être présentés par chaque agent lorsqu'une arme à feu est dégainée en présence d'un membre du public, lorsqu'une arme à feu est déchargée, lorsque toute arme autre qu'une arme à feu est employée par un agent de police sur une personne, ou si la force physique est employée à l'endroit de quelqu'un, occasionnant une blessure exigeant des soins médicaux. Un rapport doit aussi être rédigé lorsqu'une arme à impulsions (AI) est employée en mode cartouche/sonde, de contact à trois points, ou en mode pousser/étourdir et lorsque l'arme à impulsions sert à démontrer la force en présence (mise en évidence de l'AI dans le but d'inspirer le respect.)

En 2017, les membres du SPO ont déposé 440 rapports sur le recours à la force, trois de plus que l'année précédente. Les 440 rapports sur le recours à la force représentent entre eux un total de 684 emplois de la force. Ceci dit, un seul rapport sur le recours à la force peut englober plus d'un usage de la force. Par exemple, un agent réagissant à une situation possiblement

Emploi de la force

2016: 658

2017: 684

+4%

Signalements de recours à la force

2016: 437

2017: 440

+1%

en voie de se détériorer pourrait devoir recourir à plusieurs options distinctes afin de régler la situation. Dans d'autres cas, un seul rapport par équipe peut être présenté pour les membres d'une équipe spécialisée impliquée dans un même incident. Par exemple, des membres de l'équipe tactique peuvent avoir signalé un incident, but un seul rapport serait soumis (les rapports de l'équipe tactique sont responsables de 11 pourcent des rapports présentés). D'autre part, un incident unique peut donner lieu à plusieurs signalements si plusieurs agents sont intervenus lors de l'incident en question.

Le contrôle physique (souple ou rigide) représente toute technique physique utilisée afin de maîtriser un individu sans avoir recours à une arme. Les techniques souples sont axées sur le contrôle et sont moins susceptibles d'occasionner des blessures. On compte parmi elles les techniques de maîtrise, les blocages d'articulation et le menottage sans résistance. Les techniques rigides posent une plus forte probabilité de causer des blessures et peuvent inclure de frappes à main nue comme les coups de poing et de pied. L'emploi des techniques à main nue, tant rigide (+4) que souple (+18) a augmenté depuis 2016.



Le SPO prise grandement la confiance que lui accorde la collectivité quant à son service et à sa protection de la ville.

Cette option d'emploi de la force engage des armes moins létales. Celles-ci sont les armes dont l'usage n'est pas destiné à occasionner des blessures graves ou la mort. Les larmes à impact, telles que le bâton (options rigide et souple), les aérosols comme le gaz poivré, et les armes à impulsions (AI) font partie de cette catégorie. L'emploi des armes à impact a légèrement diminué depuis 2016.

La fréquence d'armes à feu étant braquées (+19%) a augmenté en 2017. 41 cas de déchargement d'armes à feu furent signalés, soit une hausse de 32,2 pourcent par rapport à 2016; il est toutefois à noter que parmi les 41 cas signalés, 39 de ceux-ci mettaient en cause des agents contraints à abattre des animaux. Un seul cas mettait en cause un être humain, et le dernier était un cas de décharge involontaire.

La catégorie « Autres » comprend le recours aux armes à impulsions, les occasions où des carabines furent préparées (sans être dégainées ou déchargées) et les interventions de la Section canine. Le recours aux « Autres » options a diminué de 17% en 2017.

Le saviez-vous?

Moins d'un pourcent des appels reçus par le SPO se soldent par un recours à la force. Autrement dit, la plupart sont résolus simplement par la présence d'agents et la communication. D'efficaces techniques de communication et de désamorçage ont toujours été des facettes essentielles des échanges entre la police et les citoyens. En 2014, le SPO adopta un modèle de désamorçage et donna à tous ses agents une formation fondée sur ce modèle. Par après, chaque agent reçoit une formation d'appoint en matière de communication et de désamorçage et axée sur les mises en situation lors de sa formation annuelle en recours à la force. Pour les agents, cette formation représente un rappel des techniques à utiliser à l'endroit des personnes en situation de crise, y compris les cas impliquant des problèmes de santé mentale.